

# Le Monde

de l'administration

Quotidien National d'Information • [www.lemondeadm.com](http://www.lemondeadm.com)

Mercredi 24 Mars 2021 / N° 1072

Prix : 20 DA

TINDOUF

**Octroi**  
d'autorisations  
d'exploration de l'or  
à Ghar Djebilet

P 06

LE CHIFFRE DONNE  
DES FRISONS

9,7 millions  
d'Algériens  
touchés par  
l'obésité

CODE DES DOUANES



L'OBJECTIF EST DE PROTÉGER L'ÉCONOMIE NATIONALE

**NÉCESSAIRE RÉVISION  
DE CERTAINS ARTICLES**

P 07

Le bilan de 2020 a fait ressortir 2800 morts et 25.836 blessés

## LE MASSACRE CONTINUE



P 03

**LES FERMES INSTRUCTIONS  
DE TAREK BELARIBI**

P 03

**UNE PRIORITÉ DU DÉVELOPPEMENT  
DES ZONES D'OMBRE DE L'EAU DANS  
TOUTES LES RÉGIONS DU PAYS**

## HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mercredi 24 Mars 2021

| Dohr  | Asr   | Maghreb | Icha  |
|-------|-------|---------|-------|
| 13:01 | 16:08 | 18:34   | 19:56 |

Horaires de prière à Alger du Jeudi 25 Mars 2021

| Fajr  | Chourouk |
|-------|----------|
| 06:01 | 07:28    |

## Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /  
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /  
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /  
Tlemcen 22°

UNE  
FÊTE A ÉTÉ DEDIEE A  
CET EVENEMENT A TIZI  
OUZOU

## Encourager les soins avec les plantes médicinales

L'Association «Ilmezyen n'Bounouh» et le Club Vert «les amis de la nature» ont organisé une première édition de la fête des plantes médicinales que ses initiateurs comptent transformer en un rendez-vous annuel afin de valoriser ce trésor naturel jusque-là méconnu. Pour les initiateurs de cette fête, organisée en collaboration avec l'APC locale et abritée par la maison de jeunes du chef-lieu communal, l'objectif visé n'est autre que le retour à l'utilisation de ce trésor naturel, la vulgarisation des connaissances concernant les bienfaits et l'utilité des plantes pour la santé, la sensibilisation sur les dangers de l'utilisation excessive de certaines plantes et la promotion du volet curatif de nombreuses autres. Ainsi, une grande exposition de variétés de plantes a été organisée pour permettre aux visiteurs d'apprendre les vertus et les dangers de leur utilisation.



## ENTAMÉE LE 9 FÉVRIER DERNIER À MASCARA

## Une Campagne anti-Covid 19 au ralenti

Entamée le 9 février dernier avec la réception de 860 doses de vaccin, la campagne de vaccination contre le virus de la Covid-19 se déroule au ralenti. Lourdemment impactée par la pandémie du Covid 19, Mascara a reçu, le 8 février dernier, un premier lot de 860 doses. Cette opération a nécessité la réquisition de 65 structures de santé, implantées sur le territoire de la wilaya, et la désignation de 4 équipes mobiles chargées de sillonner les zones d'ombres. Destinée en principe à vacciner le personnel soignant, cette première livraison s'est avérée insuffisante car l'objectif de l'opération n'a pas été atteint, en dépit de l'effectif du personnel affecté à cette mission et dont le nombre dépasse les 1000 agents tous grades confondus. Surtout que cette campagne



devait toucher 200 000 personnes dont 5 834 personnels soignant, 55 565 personnes âgées de plus de

65 ans et 80 000 autres atteintes de maladies chroniques.

## PARC NATIONAL DE GOURAYA (BEJAIA)

## Eboulement d'un rocher au Fort Lemercier



Le tremblement de terre qui a frappé la wilaya de Béjaïa, le 18 mars dernier, a provoqué le détachement d'un gros rocher au niveau du sentier qui mène depuis Taâssast vers le Fort Lemercier. Le rocher en question, qui est de 4 mètres de largeur, 2 mètres de longueur et 1,5 de hauteur, a obstrué l'accès et détérioré partiellement la piste qu'empruntent habituellement les randonneurs et les visiteurs des lieux. Aussi, en attendant le dégagement de l'accès, la direction du Parc national de Gouraya (PNG) conseille aux citoyens de ne pas emprunter ledit sentier « car le risque de détachement d'autres pierres persiste. ». Plus encore, d'autres périmètres du Parc de Gouraya sont tout aussi dangereux à fréquenter, comme en témoignent les photos publiées sur la page Facebook de la cellule de communication du PNG.

## LE CHIFFRE DONNE DES FRISONS

## 9,7 millions d'Algériens touchés par l'obésité

Pas moins de 9,7 millions d'Algériens vivent avec l'obésité qui est reconnue par le ministère de la Santé comme maladie chronique et facteur de risque. Ainsi, pas moins de quarante médecins spécialistes et généralistes ont bénéficié d'une opération de formation organisée à l'hôtel La Pinède par la direction de la santé et de la population, en étroite collaboration avec le laboratoire Novo Nordisk sous le signe « Changer la façon dont le monde voit, prévient et traite l'obésité ». Plusieurs autres partenaires dont les deux caisses nationales des assurances et les associations des diabétiques ont été conviés à la formation qui entre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'obésité.

## PRIX ORANGE DU LIVRE EN AFRIQUE 2021

## Ahmed GASMIA parmi les six finalistes

Avec son roman « Les peuples du ciel » paru aux éditions Frantz Fanon, le journaliste et écrivain algérien Ahmed Gasmia figure parmi les six finalistes au Prix Orange du Livre en Afrique 2021. Lancé en 2019 avec le soutien de l'Institut français, le Prix Orange du Livre en Afrique récompense un roman écrit en français par un écrivain africain, publié par une maison d'édition africaine. Le comité de délibération a désigné les 6 romans finalistes parmi les 74 livres en lice pour cette troisième édition du Prix. Pour sélectionner les meilleurs livres parmi les 74 ouvrages présentés par 44 éditeurs issus de 16 pays d'Afrique, 5 comités de lecture se sont mobilisés en Guinée, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Tunisie.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

**Le Monde**  
FONDATION NATIONALE D'ÉDITION

Fondation pour l'édition  
et la publicité

EDITER PAR LA EURL  
EL HAOUAFIZE

Président directeur général  
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE  
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL  
22 RUE SAHRAOUI EL  
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL  
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DÉLIVRÉ

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

## LE BILAN DE 2020 A FAIT RESSORTIR 2800 MORTS ET 25.836 BLESSÉS

# Accidents de la route : le massacre continue

■ Les titulaires du permis de conduire probatoire de moins de deux ans étaient à l'origine de 3.350 accidents corporels, soit 17,68% de l'ensemble des conducteurs impliqués.

Le terrorisme routier sévit toujours. Il ne se passe une année sans que le bilan du massacre ne s'alourdisse. L'Algérie est classée parmi les pays qui enregistrent le plus d'accidents de la route dans le monde. Pour l'année 2020, le bilan du massacre n'est pas tout à fait différent de celui des années précédentes, puisque le recul est très infime. En effet, 2.800 personnes ont trouvé la mort et 25.836 autres ont été blessées dans 18.949 accidents de la route enregistrés en 2020 à travers le territoire national. Selon le bilan présenté, hier, par Ahmed Naït El Hocine, Délégué national à la sécurité routière. Lors d'une rencontre organisée avec la presse pour présenter le bilan de 2020, M. Naït El Hocine a fait état d'un recul du nombre d'accidents (-3.558), du nombre de morts (-13,16%) et du nombre de blessés (-16,18%) par rapport au bilan enregistré en 2019. Le responsable a fait savoir que les jeunes de 18-29 ans étaient impliqués plus que les autres catégories d'âge dans les accidents corporels enregistrés en 2020, soulignant que les titulaires du permis de conduire probatoire de moins de deux ans



étaient à l'origine de 3.350 accidents corporels, soit 17,68% de l'ensemble des conducteurs impliqués. Pour le Délégué national à la sécurité routière, cela est dû au niveau de la formation et à la jeunesse des titulaires de permis de conduire. M.

Naït El Hocine a, par ailleurs, indiqué que 779 accidents de la route avaient été enregistrés dans la capitale en 2020, précisant que l'excès de vitesse, le non-respect de la distance de sécurité, la perte de contrôle du véhicule étaient à l'origine de 38% de ces

accidents. Les piétons sont exposés aux accidents de la route dans les zones urbaines, ce qui exige de redoubler d'efforts pour réduire ce genre d'accidents, à travers l'intensification des opérations de sensibilisation notamment au profit des piétons, a-t-il indiqué. Concernant les mesures prises pour réduire les accidents de la circulation, M. Naït El Hocine a rappelé la révision de la loi N 17-05 complétant la loi 01-14 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière en vertu de laquelle a été créé le Conseil de concertation intersectoriel pour la prévention et la sécurité routière et la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR). Il a également évoqué les mesures opérationnelles qui visent essentiellement à renforcer les campagnes de sensibilisation tout au long de l'année ainsi que l'application de mesures dissuasives prises à l'encontre des responsables de ces accidents. Concernant l'utilisation du permis à points, M. Naït El Hocine a fait état de l'enregistrement de 1.500.000 permis de conduire électroniques, indiquant que ce permis sera généralisé à l'avenir à tous les conducteurs.

### SELON UN BILAN HEBDOMADAIRE DE LA PROTECTION CIVILE

## 39 morts et 1.489 blessés sur les routes en une semaine

39 personnes ont perdu la vie et 1.489 autres ont été blessées dans 1.268 accidents de la circulation survenus au cours de la semaine écoulée (du 14 au 21 mars) à travers le territoire national, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya

d'Illizi avec 7 personnes décédées et 3 autres blessées dans 5 accidents de la circulation, précise la même source. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 306 opérations de sensibilisation à travers le territoire

national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 265 opérations de désinfection générale. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 867 interventions pour procéder à l'extinction de 531 incendies urbains, industriels et autres.

### APRÈS LE SÉISME QUI L'A SECOUÉ

## Important éboulement rocheux à Béjaïa

Un important éboulement rocheux s'est produit, hier, sur le site de Cap Carbon, non loin de la faille du séisme qui a ébranlé Béjaïa jeudi dernier, sans faire de victimes, a annoncé la Protection civile. De gros rochers se sont décrochés du haut de la montagne avec une violence rare, qui a eu pour effet d'abîmer la route bitumée qui se trouve en contrebas et concourus à l'obstruction d'une foison de chemins de promenade au lieu-dit Meftah, a-t-on précisé. Cet ébou-

lement est le plus important parmi ceux survenus depuis l'avènement du séisme dont les répliques ont, à chaque fois, induit des chutes de pierres et de roches massives, a-t-on indiqué. Lundi dernier, un bloc énorme s'y est précipité, faisant un trou béant dans le sol. Large de 04 mètres, long de 02 mètres et s'élevant sur une hauteur de 1,5 mètres, il s'y est immobilisé quasiment en l'état, fermant de fait, le sentier conduisant au fort "Le-mercier" et détruisant une partie

du mur de sécurité qui le longe. Cette partie du site se trouve au cœur du Parc national de Gouraya et est réputée pour être l'une des parties les plus visitées de cet espace, qui par ailleurs, constitue le lieu de chute privilégié de tous les fans de cross, footing et sports de montagne. Il n'a pas été fermé, pour la circonstance, mais des appels soutenus ont été lancés par la direction du parc, pour exhorter les habitués et voir les touristes à ne pas s'y rendre en raison des risques encourus.

### PROJET DU PROCÈS ÉLECTRONIQUE

## Séances de travail entre le ministère de la Justice et l'UNOA

Les services compétents du ministère de la Justice ont entamé des séances de travail avec les représentants de l'Union nationale des Ordres des Avocats (UNOA) pour "la mise en œuvre" du projet de mutation vers le système de justice électronique en matière civile au niveau de la Cour de justice, indique mardi un communiqué de ce département ministériel. "Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement dans le volet relatif à la facilitation de l'accès à la justice et la réalisation d'une justice

moderne, les services compétents du ministère de la Justice ont entamé des séances de travail avec les représentants de l'UNOA pour la mise en œuvre du projet de mutation vers un système de justice électronique en matière civile au niveau de la Cour de justice", précise le communiqué. Selon la même source, ce mécanisme vise "le développement des services à distance ainsi que l'optimisation et l'amélioration des procédures judiciaires au profit des avocats et des justiciables, et ce favorisant l'échange de requêtes et de mé-

moires entre avocats en matière civile à travers une plateforme numérique". Une réunion avait été organisée, à cet effet, au niveau du siège de la direction générale de la modernisation de la justice à Bir Mourad Rais, en date du 18 mars 2021. L'ordre du jour de cette réunion était consacré à la présentation d'une plateforme numérique d'échange de requêtes et de mémoires élaborées par les services du ministère de la Justice, outre l'examen de certaines questions juridiques et opérationnelles pertinentes, conclut le communiqué.

### ALGÉRIE-UE

## Lancement d'un jumelage entre l'ONM, Météo France et l'institut finlandais de météorologie

Un jumelage institutionnel entre l'Office national de météorologie (ONM), Météo-France et l'Institut finlandais de météorologie (FMI) a été officiellement lancé, mardi à Alger, dans l'objectif de moderniser et d'améliorer les services de l'office en bénéficiant de l'expertise des partenaires européens. La cérémonie de lancement a été organisée dans le cadre de la célébration de la Journée météorologique mondiale qui coïncide avec le 23 mars de chaque année, avec comme thème cette année : "L'océan, le climat et le temps". Ce jumelage dont le programme s'étalera sur deux ans (2020-2022) et qui bénéficiera d'un budget de 1,15 millions d'euros rentre dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association P3A IV entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). Il permettra de "renforcer" les méthodes de travail, les outils et les compétences de Météo Algérie, tout en contribuant à "sa modernisation" permettant une meilleure maîtrise de son fonctionnement opérationnel, a expliqué le directeur général de l'ONM, Brahim Ighadene. Lors de son intervention, le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamal Nasri, a indiqué que ce projet de jumelage est une occasion pour les experts des trois pays (Algérie, France et Finlande) "d'échanger leurs expériences et d'améliorer leurs connaissances" en plus de former la relève dans ce domaine "très pointu" devenu "une science exacte" dont dépendent tous les domaines économiques et pas seulement l'agriculture. Dans ce sens, le ministre a précisé que les secteurs de l'énergie, du bâtiment, du transport, de l'industrie, du tourisme et beaucoup d'autres sont "conditionnés" par les informations fournies par les services météorologiques leur permettant de prendre les bonnes décisions. Il a souligné le développement "extraordinaire" de l'Algérie dans le secteur de la météorologie depuis les inondations de 2001 à Bab El-Oued (Alger) souhaitant que ce jumelage permette l'amélioration de la maîtrise de cette discipline qui servira aussi "à mieux suivre, prévenir et maîtriser" les effets des changements climatiques qui causent des dégâts considérables à travers le monde. De son côté, l'ambassadrice de Finlande en Algérie, Marja Joensuu, qui a suivi la cérémonie par visioconférence, a estimé que ce jumelage permettra de partager des informations et l'expertise se disant "convaincue" que toutes les parties bénéficieront de ce projet. Elle a mis en avant le savoir-faire "avéré" de la Finlande dans le domaine de la météorologie, soulignant que l'Institut finlandais de météorologie (FMI) a réalisé un grand nombre de projets de jumelage dans plusieurs pays. Mme Joensuu a exprimé, par ailleurs, son souhait que ce projet permette de "créer des partenariats de longue durée" entre les administrations publiques des deux pays.

E.ZAMN

## VIANDES DE VOLAILLE

## Les raisons de la hausse des prix

La flambée des prix des viandes blanches serait, poursuit M. Khir, également due à l'augmentation des prix des aliments pour volailles sur les marchés internationaux.

Le prix de la volaille a connu, depuis plus d'une semaine, une hausse significative sur les marchés de détails que des professionnels ont expliqué par la cherté des aliments pour volaille et la réduction de l'activité avicole en raison de craintes de grippe aviaire après la découverte d'un foyer récemment. Des professionnels ont justifié la hausse significative des prix de la viande de poulet par la hausse des prix des aliments pour volaille, à l'instar du maïs et des tourteaux de soja, intrants essentiels. La flambée des prix de la viande blanche est également due à un recul de la consommation avec la pandémie Covid-19, qui a entraîné une récession des stocks, ont-ils encore avancé. A ce propos, le président du Comité national des distributeurs de viandes rouges, Merouane Khir a précisé que la crise sanitaire a impacté indirectement le prix du poulet, suite à des supputations d'affaiblissement du système immunitaire. Les prix sont, subséquemment, descendus à 120 dinars/kg sur les marchés de gros, et 180 dinars sur le marché de détail. Par ailleurs, la diminution de la consommation de la viande blanche a poussé les éleveurs à baisser leurs capacités de production à 50% en 2021, a-t-il souligné, faisant savoir que seulement 50% des éleveurs ont osé refaire l'élevage de poussins en 2021, ce qui explique, donc, le manque de quantités sur le marché. La flambée des prix

des viandes blanches serait, poursuit M. Khir, également due à l'augmentation des prix des aliments pour volailles sur les marchés internationaux, d'autant plus que les éleveurs se trouvent aujourd'hui et après la perte subie en 2020, dans l'incapacité d'acquérir les intrants destinés à la production. De surcroît, la filière avicole entame une nouvelle campagne de production, qui donnera ses fruits et verra les prix baissés d'ici le mois de Ramadhan. Les internautes ont appelé au boycott de la viande blanche suite à l'augmentation des prix, tandis que plusieurs commerçants ont décidé de ne plus s'approvisionner de crainte de perdre leurs marchandises. Dans ce contexte, M. Khir a appelé les commerçants à continuer à honorer leur devoir envers les consommateurs, soulignant qu'il s'agit d'une situation conjoncturelle et que les nouvelles quantités de production seraient disponibles à partir du mois prochain. Pour le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), Hadj Tahar Boulouar, la hausse des prix de la viande blanche est principalement due à la hausse des prix des matières premières destinées à la fabrication de l'alimentation et à la cessation d'activité par un grand nombre d'aviculteurs. Les éleveurs privés ont lancé, depuis deux semaines, l'élevage du poussin, ce qui permettra de produire plus de 40 000 tonnes durant le mois de Ramadhan, a-t-il assuré. Le PDG de

l'Office national des aliments du bétail et de l'élevage avicole (ONAB), Mohamed Batraoui a estimé la production de cette filière durant le mois de Ramadhan, à quelque 60 000 tonnes faisant état d'un stock actuel de 10 000 tonnes en attendant les 50 000 tonnes des producteurs privés. « Cette quantité est suffisante pour couvrir la demande à des prix raisonnables, a-t-il cependant admis. Plus précis, M. Batraoui a indiqué que la nature de cette période marquée par les vacances scolaires, le retour de certaines occasions familiales et la demande croissante sur le poulet ont occasionné une légère pénurie de cette matière. Et d'ajouter que les prix sont impactés par les fluctuations des matières premières entrant dans la fabrication de l'aliment de volaille au niveau du marché mondial, notamment après l'acquisition par la Chine de 60% de la production internationale de maïs. « Du moment que le prix d'achat dépend de la bourse mondiale, le prix de cette matière demeure imprévisible », souligne M. Batraoui, rassurant, toutefois, que l'offre « sera abondante et à des prix accessibles ». Le prix du poulet prêt à la consommation a reculé lundi à 350-380 dinars/kg contre 460 dinars à la semaine passée, tandis que le prix du poulet vivant est passé de 250-260 dinars à 500 dinars. Par ailleurs, le prix des poussins a atteint 70 dinars contre 100 dinars la semaine passée.

Nadine Oumakhlouf

## L'OBJECTIF EST DE PROTÉGER L'ÉCONOMIE NATIONALE

## Code des douanes : nécessaire révision de certains articles

La nécessité de réviser certains articles du code des Douanes pour une meilleure application de ses dispositions a été soulignée, au cours d'une rencontre spécialisée sur le contentieux douanier organisée à la Cour de justice en présence de représentants des secteurs de la justice et des Douanes algériennes. « Des discussions sont en cours à la direction générale des Douanes à l'effet de dégager des propositions pour réviser certains articles permettant une meilleure application des dispositions du code des Douanes », a indiqué le directeur régional des Douanes de Constantine, Abdelnour Haddadou. Mettant en avant la particularité du code des Douanes qui a pour mission principale de protéger l'économie nationale et assurer des revenus au Trésor public, le même responsable a cependant fait état de certaines incompatibilités avec le code des procédures pénales d'où l'importance, a-t-il ajouté,

d'apporter des modifications pour "une meilleure application du code sur le terrain. A ce titre, le même responsable, qui a insisté sur l'impératif de se référer aux dispositions de la Constitution, a indiqué que l'administration des Douanes veille à la stricte application des mesures légales et réglementaires au service de l'économie nationale. Le crime douanier est un crime financier et par ricochet une atteinte à l'économie nationale", ont indiqué les représentants de l'administration douanière présents à cette rencontre spécialisée qui a été mise à profit pour débattre de multiples questions en rapport avec les difficultés de terrain et les poursuites judiciaires menées auprès des différents tribunaux. Evoquant, pour sa part, la particularité des contentieux douaniers qui diffèrent des autres contentieux judiciaires, car chargés de la protection de l'économie nationale, le procureur général près la Cour de Constantine Moussa

Othmane, a appelé à conjuguer les efforts entre les secteurs des Douanes et de la justice pour un meilleur rendement sur le terrain. Le même intervenant a mis l'accent sur l'importance de ce genre de rencontre spécialisée dans l'enrichissement des connaissances et informations et l'échange des expériences pour une meilleure prise en charge des difficultés et autres contraintes rencontrées sur le terrain. Il s'agit là de la quatrième rencontre organisée par le secteur de la justice à Constantine, a rappelé le procureur général près la Cour de Constantine, précisant que cela s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle politique du secteur de la justice visant davantage d'ouverture sur l'environnement et les partenaires en particulier. Ont pris part à cette rencontre des responsables de la police judiciaire de la sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale en plus d'avocats.

Nadine Oumakhlouf

## SOUSCRIPTEURS N'AYANT PAS VERSÉ LA PREMIÈRE TRANCHE DE L'AADL

## Les fermes instructions de Tarek Belaribi

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi a donné, lundi à Alger, des instructions pour contrôler minutieusement les dossiers de l'ensemble des souscripteurs AADL 2 n'ayant pas versé la première tranche. Présidant une réunion avec les cadres de son département, le ministre a instruit de redoubler d'efforts pour contrôler les dossiers des souscripteurs AADL 2 n'ayant pas versé la première tranche. Nombre d'agents commerciaux au niveau de l'agence AADL effectuent, en coordination avec les agents de la direction générale du fichier au niveau du ministère, le contrôle des dossiers des souscripteurs qui n'ont pas versé la pre-

mière tranche du logement, a fait savoir le ministère. Par ailleurs, le ministre a présidé une autre réunion d'ordre technique dédiée au pôle urbain Oued Ghir (Bejaia) en prévision de sa prochaine visite à cette wilaya, a précisé le document, ajoutant que « cette rencontre avait pour objectif de recenser et d'aplanir les difficultés techniques sur le terrain en coordination avec les autres secteurs ». Plusieurs points ont été soulevés, entre autres, les châteaux d'eau réalisés au pôle urbain de Oued Ghir, l'assainissement, le raccordement en gaz et électricité, outre les travaux d'aménagement extérieur. Dans ce sillage, M. Belaribi a ordonné aux responsables de son secteur d'accé-



lérer la cadence des travaux. A rappeler que le pôle urbain Oued Ghir s'étend sur une superficie de 250 hectares et comprend 16.000 logements.

## UNE COMMISSION SERA CHAPEAUTÉE PAR DEUX MINISTÈRES

## La situation des ports de pêche battue en brèche

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri a supervisé, en compagnie du ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi, une réunion de travail en présence de cadres des deux départements ministériels, en vue de débattre des questions ayant trait aux ports de pêche et à leur aménagement. Lors de cette réunion, les deux parties ont débattu de tout ce qui a trait aux ports de pêche et à leur aménagement, ainsi que de la désignation d'une Commission interministérielle devant s'enquérir des différentes zones de pêche de l'Ouest, du Centre et de l'Est, notamment les ports de Ghazaouet et de Sidna Youchaâ à l'Ouest, le port de Gouraya au Centre et le port de pêche d'Annaba. Les deux responsables ont réaffirmé l'importance qu'accorde le Gouvernement à ce secteur, à la lumière de la mise en œuvre des engagements du Président de la République. M. Nasri a évoqué la nécessité de trouver des solutions au problème d'ensablement des ports de pêche dans les plus brefs délais en vue de permettre leur exploitation idoine. L'assistance a, en outre, convenu de créer un organisme public qui se verra confier la gestion des ports de pêche et qui relèvera du secteur du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, ainsi que de la constitution d'une commission de suivi chapeautée par les deux ministères, en vue d'apporter les solutions et les propositions dans des délais assignés.

Nadine Oumakhlouf

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Séminaire à l'ESM de Koléa sur la protection et l'insertion de femme

Le ministère de la Justice organise, et mercredi à l'Ecole supérieure de la Magistrature (ESM) de Koléa (Tipasa), un séminaire sur la protection et l'insertion de femme au profit de magistrats, d'avocats, de médiateurs de Justice, et de personnel des services du ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la Femme, de l'Organe national de la promotion et de la protection de l'enfance (ONPPE) et d'associations activant dans le domaine judiciaire, indique mardi un communiqué du ministère. "Cette rencontre de deux jours s'inscrit dans le cadre du Programme européen d'appui au secteur de la justice en Algérie (PASJA) à travers la gestion de programmes en coordination avec le partenaire européen +l'Unité d'appui au programme (Uap).", précise la même source. Le ministère a indiqué, en outre, que "la participation et les interventions auront lieu en présentiel et par visioconférence, ajoutant que les travaux seront animés à distance depuis "la France et l'Espagne par trois experts en droit". Il s'agit, de Serge Ortilé, Jean Marie Oyé et Aljandra Bernardo. L'animation en Algérie sera assurée, en présentiel, par Mme. Ait Zai Nadia, enseignante universitaire et militante du mouvement associatif. Cette rencontre vise à mettre en évidence l'importance de la protection et de l'insertion de la femme dans le cadre de la parité et à focaliser l'attention sur les victimes de la criminalité, dont la violence. souligne le communiqué qui évoque également la sensibilisation des professionnels de la Justice et la promotion de la culture d'égalité entre citoyen, tant pour les droits civils que le recrutement.

A.Z

## SÉCHERESSE

## Le gouvernement mise sur les eaux non-conventionnelles

Face au stress hydrique qui touche l'Algérie depuis quelques années, en raison des changements climatiques notamment, avec une pluviométrie assez faible, le gouvernement s'est lancé dans un programme basé sur l'exploitation des eaux non-conventionnelles issues du dessalement de l'eau de mer et le traitement des eaux usées.

La célébration, ce lundi, de la journée internationale de l'eau est marquée par le spectre de la sécheresse, qui risque d'engendrer, durant l'été, une restriction de l'approvisionnement en eau potable, selon le directeur de l'Algérienne des eaux, Hocine Zair.

Devant cette situation, le gouvernement a décidé de prendre des mesures pour palier à ce phénomène, en lançant un programme d'exploitation des eaux non-conventionnelles issues du dessalement de l'eau de mer ou encore le traitement des eaux usées, avec pour objectif d'augmenter l'offre nationale d'eau potable.

A ce titre, les deux ministres des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, et des Energies et des Mines, Mohamed Arkab, ont convié, dimanche, les cadres de leurs départements ainsi que le PDG de l'Algerian Energy Company (AEC) et le directeur général de l'ADE à une réunion pour examiner les moyens de renforcement des capacités nationales de dessalement d'eau de mer.

En plus des 11 unités de dessalement actuellement en service dans 9 wilayas côtières, offrant une capacité de production totale de 2,1 millions de m<sup>3</sup>/j d'eau dessalée, il a été décidé le lancement de nouveaux projets d'unités de dessalement.

Parmi ces projets, quatre nouvelles stations de dessalement à Alger et ses environs seront implantées à Zeralda, Ain Benian, Plam Beach et Bousmail (Tipaza) qui contribueront à alimenter la capitale.

Ce sera, aussi, le cas du projet de la station de dessalement de Douaouda (Tipasa), lancé en janvier, qui assurera 200.000 M<sup>3</sup>/j

pour Alger, en plus de 100.000 M<sup>3</sup>/j pour la wilaya de Blida, dès sa mise en service. Ce programme touchera différentes régions du pays, notamment le projet de réalisation d'une station de dessalement dans la wilaya d'El-Tarf, ou encore celui de la station de Jijel programmée à l'horizon 2030.

L'autre chantier du gouvernement concerne l'augmentation du volume des eaux épurées estimé, à ce jour, à 450 millions M<sup>3</sup>/an alors que l'on ambitionne de le porter à deux milliards M<sup>3</sup>/an, à l'horizon 2030.

Ainsi, plusieurs projets de stations d'épuration ont été réalisés, à l'instar du projet localisé à Mahelma (Ouest d'Alger) d'une capacité de 40.000 m<sup>3</sup>/j, mis en service en début d'année, en attendant la réception de la station d'El-Hamiz dédiée à l'alimentation de plusieurs communes des régions centre et est de la capitale.

Ces infrastructures viendront appuyer celles livrées par l'ADE en 2020, à savoir plus de 2.000 stations de pompage, plus de 100 stations de traitement d'eau, 20 stations

de déminéralisation et 13 stations monobloc de dessalement de l'eau de mer.

L'Algérie compte quelque 200 stations d'épuration des eaux usées réparties sur le territoire national.

Il faut savoir que les changements climatiques ont imposé un bouleversement des tendances pluviales, notamment en Algérie, classée 29<sup>e</sup> pays le plus touché par la sécheresse, d'après un classement établi par l'organisation Word Ressources Institute (WRI).

La baisse de la pluviométrie s'est caractérisée par un taux de remplissage national des barrages de 44,5% seulement, selon l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) qui précise que les 80 barrages actuellement en exploitation fournissent 7,7 milliards de m<sup>3</sup>, sur l'ensemble du pays, alors que le potentiel national global en ressources hydriques ne dépasse pas 23,2 milliards m<sup>3</sup> par an, toutes ressources confondues.

## Monnaies

## Léger recul de l'euro face au dollar

L'euro reculait légèrement mardi face au dollar avant une intervention du président de la Banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell devant la Chambre des représentants. L'euro cédait vers midi 0,36% à 1,1889 dollar pour un euro. La veille, la monnaie unique européenne avait progressé face au dollar, mais l'euro "reste proche de son plus bas de l'année en raison du déploiement peu rapide du programme de vaccination", ont commenté des analystes. L'euro n'a pas souffert outre-mesure de la troisième vague de la Covid-19, ont-ils noté. Les cambistes se

focalisaient mardi sur l'audition de M. Powell qui aura lieu cet après-midi. La crainte des marchés d'un retour de l'inflation en raison de la reprise économique et du plan de relance géant aux Etats-Unis a fait monter les taux sur le marché obligataire, ce qui a entraîné un renforcement du dollar. Certains investisseurs espèrent que la Fed va ouvrir la porte à un resserrement de sa politique monétaire plus tôt que prévu. Pour l'instant, M. Powell insiste plutôt sur la nécessité de relancer l'économie: dans un discours publié lundi et préparé pour son audition, il relève néanmoins que des secteurs,

comme ceux de l'hôtellerie et la restauration, les plus touchés par la résurgence du virus à l'automne et par la nécessité de maintenir la distanciation physique, "restent faibles". Il a aussi souligné que le taux de chômage demeure élevé, à 6,2%, d'autant qu'il est sous-estimé en raison de personnes ayant quitté le marché du travail. Lors de son intervention aux côtés de la secrétaire au Trésor Janet Yellen, ils vont probablement défendre la nécessité de leur politique monétaire et budgétaire étant donné l'ampleur de la crise", estiment les analystes.

Y.U

PRIX DES VIANDES, HUILE DE TABLE ET PÂTES  
Les explications des autorités

Hausse des prix du poulet et des pâtes, pénurie de l'huile de table et préparatifs du mois de Ramadhan; le gouvernement fait un travail de pédagogie. Dans le but de rassurer la population, Kamel Rezzig et d'autres responsables concernés ont donné la version des autorités sur ces sujets qui préoccupent l'opinion publique. Ainsi, interrogé par la télévision nationale lundi soir, le ministre du Commerce a nié toute pénurie de l'huile de table. Mais il a imputé l'absence de cette denrée sur les étales par le « comportement » de certains commerçants et spéculateurs ainsi qu'à la ruée de certains citoyens vers ce produit. « Nos besoins mensuels avoisinent les 48 000 tonnes et notre production durant le mois de janvier a avoisiné les 51 000 tonnes, et en février, environ 53 000 tonnes. Ce qui est produit par les six sociétés activant dans la filière d'huile, dépasse de 5000 tonnes nos besoins en la matière », a expliqué Kamel Rezig, qui a fait savoir que les entreprises en question ont un stock de plus 100 000 tonnes entre la matière première et ce qui est produit. « Nous avons un stock de trois mois », a-t-il encore insisté. « Malheureusement, nous avons

constaté un changement dans les habitudes de consommation des citoyens qui sont tombés dans le piège des rumeurs. Si le citoyen avait l'habitude d'acheter 1 bidon d'huile, il achète maintenant 4 ou 5 bidons », a-t-il regretté tout en rappelant que la production des sociétés « implantées à Oran, Béjaïa, Alger, Boumerdes, Annaba et Souk Ahras, est suffisante pour couvrir nos besoins pendant au moins trois mois ». Pour remédier à la situation provoquée notamment par le refus de certains commerçants à vendre l'huile de table sous prétexte que leurs marges ne sont pas suffisantes, le ministère du Commerce a autorisé les producteurs à vendre directement aux commerces des détail et à ouvrir des points de vente directe aux citoyens.

Au sujet des pâtes alimentaires, le ministre du Commerce, qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio publique, a expliqué que cela était lié à « la levée de la subvention » sur la semoule, ce qui a poussé les producteurs à augmenter de 10 à 40 DA les prix de paquets de pâtes. Mais cela ne concerne pas les produits du groupe public Agrodif qui restent relativement bas.

Au sujet des prix de la volaille

qui ont flambé ces derniers temps, le président du comité national de distribution des viandes, Merouane Khir, a expliqué que cela est lié à la diminution de la consommation de la viande blanche qui a poussé les éleveurs à baisser leurs capacités de production à 50% en 2021. Il a fait savoir que seulement 50% des éleveurs ont osé refaire l'élevage de poussins en 2021, ce qui explique, donc, le manque de quantités sur le marché. Le responsable ajoutera une autre raison à cette flambée: l'augmentation des prix des aliments pour volailles sur les marchés internationaux.

Selon les professionnels, le prix du poulet va très probablement baisser grâce notamment à une production suffisante. Pour le PDG de l'Office national des aliments du bétail et de l'élevage avicole (ONAB), Mohamed Bataoui, la production de cette filière durant le mois de Ramadhan, à quelque 60.000 tonnes faisant état d'un stock actuel de « 10.000 tonnes » en attendant les 50.000 tonnes des producteurs privés. « Cette quantité est suffisante pour couvrir la demande à des prix raisonnables », a-t-il admis.

Saïd Sadia

## TRANSITION NUMÉRIQUE

## Echanges entre le gouvernement et l'entreprise Huawei



Le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil a reçu en audience lundi à Alger le vice-président de "Huawei" Afrique du Nord, Lee Juguang, avec lequel il a échangé les points de vues sur le projet de la transition numérique en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette audience s'est déroulée au siège du ministère, en présence des responsables de la société "Huawei Algérie", a précisé le communiqué. A cette occasion, le ministre a affirmé "la forte volonté politique des autorités algériennes à accélérer le processus de transition numérique, notamment en ce qui concerne la modernisation de l'administration et l'amélioration du service public au profit du citoyen et des entreprises publiques, et ce en adéquation avec le programme politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Relevant "l'importance d'échanger les expériences dans ce domaine avec l'une des plus importantes sociétés internationales activant dans le domaine des technologies du numérique", M. Cherhabil a mis en avant les réalisations obtenues dans ce secteur (infrastructures technologiques) ainsi que les grandes potentialités que recèle l'Algérie, en particulier celles relatives aux jeunes compétences, diplômées de l'université algérienne et des instituts spécialisés en technologies de l'Information et de la Communication (TIC). De son côté, M. Lee Juguang a présenté un exposé sur les activités de "Huawei" dans le domaine du numérique, affirmant "la disposition de cette société d'accompagner l'Algérie dans le projet de la transition numérique et de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de numérisation".

## CNESE

## Préparation d'un modèle novateur d'évaluation de l'économie informelle

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) prépare la mise en place d'un modèle d'évaluation de l'économie informelle, basé sur une approche "moderne" impliquant les stocks et les flux financiers circulant dans le circuit parallèle national, a indiqué mardi à Alger le président du CNESE, Reda Tir. Lors d'un point de presse organisé en marge d'une Journée d'hommage à l'économiste et sociologue M'hamed Boukhobza, M. Tir a fait savoir que "le CNESE prépare la mise en oeuvre d'un modèle d'évaluation de l'économie informelle à travers une approche moderne impliquant la cohérence entre les stocks et les flux d'argent circu-

lant dans l'informel, et ce, en collaboration avec un pays ami dans le but d'améliorer les résultats d'évaluation des chiffres de l'économie parallèle du pays". Le but de cette démarche, a-t-il expliqué, est de parvenir à la réintégration financière et sociale du secteur informel. Selon le président du CNESE, un deuxième modèle novateur de simulation économique et écologique est en préparation pour améliorer la croissance économique tout en préservant les ressources naturelles du pays. Les deux modèles d'évaluations, a-t-il dit, seront finalisés "d'ici la fin de l'année en cours". "Pour faire fonctionner ces deux modèles, nous récoltons des données de terrain et celles transmises par les ministères. Ces

deux modèles qui seront opérationnels d'ici la fin de l'année en cours, constitueront des outils d'aide à la décision des pouvoirs publics", a expliqué M. Tir. Par ailleurs, lors d'une séance de débats autour de la planification économique en Algérie, l'expert économiste, Nacer Bourenane, a noté que l'Algérie a débuté son plan de planification de l'investissement public à partir de ressources limitées. "A l'époque, il n'y avait pas d'autre choix que de planifier à partir de ressources rares. La première mesure était de nationaliser les mines, qui s'est faite avant celle des hydrocarbures, pour dégager un minimum de ressources", a-t-il rappelé, ajoutant que les services de planification ont fonctionné

"comme des secrétariats pour les différents organes exécutifs de l'Etat, lieu de coordination d'exécution des programmes et des plans". Pour sa part, l'économiste Mahmoud Ourabah a regretté que dans le domaine de la formation, "la politique de formation massive a été privilégiée aux dépens de la qualité, alors que la formation des cadres est importante pour le pays". De son côté, le sociologue Mohamed Benguerna a mis en exergue la persistance "d'un déphasage" dans le type de réflexion de l'enseignement supérieur et dans les programmes universitaires et des grandes écoles avec le monde économique. "Il y a une déconnexion avec le marché du travail. La base théorique, les concepts

appris en formation ne correspondent pas à ce que les étudiants trouvent sur le terrain", a-t-il constaté. En outre, M. Benguerna a relevé qu'en termes de planification, "les préoccupations de M'hamed Boukhobza sont toujours d'actualité, notamment la nécessité pour la planification d'intégrer la compréhension et la connaissance de la société". A noter que durant cette journée organisée par le CNESE au niveau de l'Ecole nationale d'administration (ENA) en collaboration avec le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), plusieurs membres de la famille du sociologue M'hamed Boukhobza (1941-1993) ont été honorés.

A.Z

## La Bourse de Tokyo rebondit dans le sillage de Wall Street

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo retrouvait des couleurs mardi dans la matinée après deux séances en forte baisse, porté par le rebond à Wall Street la veille sur fond de détente des taux obligataires. L'indice vedette gagnait ainsi 0,67% à 29.368,563 points vers 01H15 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,46% à 1.999,43 points. La Bourse de New York a conclu dans le vert lundi alors que le repli des taux sur les bons du Trésor à 10 ans soulageait le secteur des technologies, provoquant une nette hausse de l'indice Nasdaq. Le géant nippon du jeu vidéo

Nintendo (+1,85% à 64.150 yens) et l'américain Niantic, éditeur du jeu pour smartphone "Pokemon Go", ont annoncé mardi un partenariat pour développer de nouvelles applications mobiles tirant partie de la technologie de réalité augmentée et utilisant les personnages de Nintendo. Le premier fruit de ce partenariat sera un jeu dans l'univers de la franchise "Pikmin" qui pourrait voir le jour courant 2021, selon un communiqué. Du côté des devises et du pétrole, le yen était stable face au dollar, à raison d'un dollar pour 108,84 yens vers 01H15 GMT contre 108,85 yens lundi à

21H00 GMT. La monnaie japonaise n'évoluait guère non plus par rapport à l'euro, qui valait 129,92 yens contre 129,88 yens la veille. L'euro valait 1,1934 dollar contre 1,1933 dollar lundi. Les cours du pétrole baissaient mardi matin en Asie, sur fond d'inquiétudes au sujet des reconfinements et des aléas des campagnes de vaccination, qui menacent la reprise de la demande en brut. Après 01H00 GMT le prix du baril de brut américain WTI cédait 0,84% à 61,04 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord déclinait de 0,88% à 64,05 dollars.

## RESSOURCES EN EAU

## La nappe de la Mitidja menacée par la pollution et l'augmentation des prélèvements

La nappe de la Mitidja est fortement menacée par la pollution et l'augmentation des prélèvements, sous l'effet du développement démographique et économique important dans cette région, selon une étude menée par l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE). L'exploitation des ressources en eau dans la plaine de la Mitidja, qui s'étend sur une superficie de 1.450 km<sup>2</sup> au sud d'Alger, a augmenté "significativement" ces dernières décennies en raison notamment des prélèvements agricoles et de l'alimentation en eau potable (AEP), souligne l'étude. Cette augmentation s'est accompagnée de rabattements "considérables" de la nappe superficielle notamment dans le secteur de la Baie d'Alger (Nord-est de la plaine de la Mitidja) et semble avoir favorisé l'intrusion marine dans les eaux souterraines dans ce secteur. D'après les analyses physico-chimiques des eaux souterraines de la Mitidja, il a été constaté des concentrations de nitrates, "largement" supérieures aux normes (autour de 50 mg/litre), a fait remarquer AGIRE expliquant que cette pollution était due essentiellement à l'agricul-

ture, les rejets urbains drainés par le réseau d'assainissement public et déversés dans des oueds parcourant la plaine. Parallèlement, la région Est de la Mitidja connaît une très forte activité industrielle dont les effluents sont déversés directement dans les oueds sans traitement préalable, selon la même source, soulignant que cette région est "la plus affectée" par la pollution où les concentrations en nitrate atteignent en moyenne 120 mg/l. Le diagnostic établi par AGIRE démontre que la région de la Mitidja Est est soumise à des "pressions tant quantitatives que qualitatives qui engendrent des impacts avérés sur la nappe". "D'un point de vue quantitatif, les principaux usages de la nappe sont l'alimentation en eau potable (AEP), l'irrigation et l'industrie. L'ensemble des prélèvements engendre un rabattement de la nappe ayant pour conséquence des phénomènes d'intrusion marine qui constitue la plus grande menace qualitative des eaux exploitées tant pour l'usage AEP que pour l'irrigation", soutient la même source. Alors que le nombre de la population de cette région devrait passer de 628.516 habitants en 2018 à 712.424 habi-

tants en 2030, les besoins d'alimentation en eau potable passeront de 34 millions m<sup>3</sup>/an en 2018 à 40 millions m<sup>3</sup>/an en 2030, ce qui augmentera les prélèvements de 23 à 26 millions m<sup>3</sup>/an. Afin de faire face à cette situation, un "contrat de Nappe" dans la zone de la Mitidja Est s'étalant jusqu'à 2023, a été conclu entre différentes agences et direction activant dans le domaine des ressources en eau dans le but de gérer d'une manière "durable et solidaire" la ressource en eau souterraine dans cette région. Le protocole d'accord relatif à ce contrat a été signé lundi à l'occasion de la Journée mondiale de l'Eau, par 22 institutions impliquées dans la gestion de la nappe de la Mitidja (AGIRE, ADE, SEAAL, ONA, ONID, directions des secteurs des Ressources en eau, de l'Industrie, de l'Environnement, d'Alger et de Boumerdès, Chambres d'agriculture des deux wilayas...). Il s'agit d'une démarche volontaire qui vise à engager un dialogue multi-acteurs permettant de partager un diagnostic, de définir les enjeux, les défis et les solutions envisageables.

A.Z

## Le prix du blé se stabilise

Les prix du blé étaient proches de l'équilibre, mardi à la mi-journée, sous l'influence de Chicago, où les cours se sont repris après avoir reculé pour des raisons météorologiques. Sur Euronext, la tonne de blé tendre était inchangée vers midi sur l'échéance de mai à 218,75 euros et en recul de 25 centimes sur l'échéance de septembre à 196,25 euros, pour environ 5.000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, était sans direction, progressant de 25 centimes sur l'échéance de juin à 215,75 euros,

et reculant de 75 centimes sur l'échéance d'août à 213,50 euros, pour environ 130 lots échangés. D'après les spécialistes du marché, la configuration est semblable à Chicago, avec une baisse enregistrée depuis le début du mois et depuis le début de la semaine. Le marché des céréales, en particulier le blé, a connu depuis début mars une phase de "consolidation" sur fond de conditions météo relativement favorables en hémisphère nord, ont-ils rappelé. Selon les derniers chiffres publiés lundi soir par

Bruxelles, les chiffres d'exportation européennes de blé tendre pour la campagne commerciale en cours ont connu un petit rebond, avec 661.846 tonnes exportées la semaine passée (439.679 tonnes lors de la semaine précédente), ce qui donne un cumul à ce stade de 19,34 millions de tonnes pour l'UE. Dans le détail, la France ne progresse pas, mais reste en tête, à 5,12 Mt, devant la Lituanie, à 2,63 Mt et la Pologne à 2,32 Mt.

A.A

## PÉTROLE

## Le Brent baisse à 62,16 dollars

Les prix du pétrole étaient en forte baisse mardi, dans le sillage de la semaine passée, alors que le spectre des reconfinements, menace pour la demande d'or noir, devient réalité en Europe. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait vers midi 62,16 dollars à Londres, en chute de 3,81% par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour mai, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, lâchait 3,72%, à 59,27 dollars. Les deux contrats ont perdu la semaine passée plus de 6%, une première cette année. Selon les analystes, les investisseurs craignent que la demande de pétrole ne soit confrontée à des difficultés dans les jours à venir en raison du retour des mesures contre le coronavirus dans un certain nombre de pays européens. C'est le cas par exemple en Allemagne, qui confrontée à une hausse "exponentielle" des contaminations et à un nouveau variant "beaucoup plus létal" de la Covid-19 va se placer en verrouillage renforcé pendant tout le weekend de Pâques. Par ailleurs, les déboires du vaccin AstraZeneca continuent de compliquer sérieusement la donne en Europe pour la lutte contre la Covid-19 qui traverse une accélération de la troisième vague de la pandémie. Le marché regarde également en coin les mesures envisagées par le nouveau locataire de la Maison blanche en faveur de l'environnement. Moins de deux semaines après avoir signé le gigantesque plan de sauvetage de 1.900 milliards de dollars, Joe Biden pourrait examiner dès cette semaine une proposition d'investissements de quelque 3.000 milliards dont une partie dans les infrastructures pour stimuler l'économie et réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, a rapporté lundi le New York Times, citant des sources informées du dossier.

A.E

## L'UMA ET LA FAO LANCENT

# L'Initiative maghrébine des eaux non-conventionnelles

L'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont lancé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'Eau, l'Initiative maghrébine des eaux non-conventionnelles (IMENCO) dans l'objectif de faire face à la rareté de l'eau dans la région maghrébine. Cette initiative a été lancée lors d'une réunion tenue lundi, dans le cadre du Dialogue politique Maghrébin de haut niveau, organisée par l'UMA en collaboration avec le bureau de la FAO pour l'Afrique du Nord, qui a présenté "les visions, les orientations stratégiques et les approches adoptées pour l'utilisation du potentiel de ces ressources en eaux dites, non-conventionnelles", selon un communiqué de bureau de la FAO. Au terme des travaux de ce Dialogue de haut niveau, les participants ont adopté une Déclaration ministérielle conjointe de coopération qui affirme l'adhésion des pays à l'initiative IMENCO. Cette Initiative proposée par la FAO et l'UMA, permettra de "renforcer la coopération maghrébine à travers la mise en place d'un comité technique permanent, spécialisé dans le domaine des eaux non-conventionnelles au sein de l'UMA", explique la même source. Elle créera un Pôle d'excellence maghrébin pour la réutilisation des eaux non-conventionnelles basé sur le



développement et l'interconnexion des sites pilotes d'excellence à travers la région de l'UMA. Une plateforme collaborative maghrébine pour une capitalisation des expériences des dernières décennies, et pour favoriser des échanges de bonnes pratiques et le partage de connaissances et des résultats de recherche sera créée comme mécanisme du Pôle d'excellence maghrébin pour les eaux non-conventionnelles. Lors de la réunion, le Secrétaire général de l'UMA, Taïeb Baccouche a salué les travaux de ce

Dialogue, qui a permis de souligner les défis communs liés à la rareté de l'eau et au potentiel des eaux non conventionnelles dans les pays du Maghreb et permis "d'appréhender davantage sur les expériences réussies et l'examen des orientations stratégiques, présentées pour évaluer le potentiel des eaux non-conventionnelles pour l'agriculture". Il s'est déclaré "confiant" sur les perspectives de renforcement de la coopération entre les pays pour "l'identification d'orientations et de plans stratégiques pour

les eaux non conventionnelles". Dans son intervention, le Coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord, Philippe Ankers, a rappelé, quant à lui, "l'attention considérable qu'accorde la FAO à la rareté de l'eau qui a pris un large éventail d'initiatives et d'activités pour renforcer les capacités d'adoption de mécanismes de lutte contre la pénurie d'eau. Parmi eux, l'Initiative Régionale sur la rareté de l'eau lancée en 2013". Selon le communiqué de bureau de la FAO, le projet sur le "déblocage du potentiel des eaux usées traitées et eaux de drainage pour le développement agricole dans les pays du Maghreb arabe" a pour aboutissement le Dialogue maghrébin tenu lundi. Ce projet a mené des analyses diagnostics et états de l'art de ce secteur dans les cinq pays. Des dialogues politiques nationaux dans chaque pays ont été assurés ainsi que des études d'analyse coûts-bénéfices pour la formulation d'un plan d'investissement, souligne la même source. Le bureau de l'Afrique du Nord de l'Organisation onusienne rappelle dans ce cadre, que la rareté de l'eau est endémique dans la région du Maghreb qui possède l'une des plus faibles réserves de ressources en eau douce au monde. "La disponibilité en eau a diminué de deux tiers au cours des 40 dernières années", relève la même source.

M.K

## MÉDÉA

### Des structures d'accompagnement pour la cité d'habitat intégrée de "Ain-Djerda"

Plusieurs structures d'accompagnement à caractère éducatif et administratif ont été mises en exploitation au niveau du site immobilier de "Ain-Djerda" situé à l'ouest de Médéa dans le cadre de l'aménagement des cités d'habitat intégrées, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Dans le but de garantir une fonctionnalité optimale de ce site immobilier qui regroupe plus de 2.500 âmes, des structures éducatives et administratives ont été ouvertes sur place et d'autres sont programmées pour les prochains mois, a-t-on indiqué. Sur le plan éducatif, cinq (5) établissements couvrant les trois (3) paliers scolaires ont ouvert leurs portes aux élèves, issus des familles récemment logées au niveau de ce site immobilier, situé à 4 km à la périphérie



ouest du chef-lieu de wilaya, a indiqué la même source, ajoutant que l'objectif étant d'assurer les bonnes conditions de scolarité aux élèves, en leur évitant de faire de longs déplacements vers les anciennes structures d'affectation. Deux (2) autres structures éducatives, dédiées aux cycles moyen et secondaire, de-

vraient également entrer en fonction, d'ici quelques mois, d'autant que le nombre de ménages est appelé à passer à plus de 3.600, soit le double du nombre actuel, à la faveur de la livraison de nouveaux projets de logements, localisés dans ce site, a-t-on signalé. Les résidents de la cité "Ain-Djerda" dispose, depuis peu, d'une annexe administrative, abritant un service de l'état civil et un service biométrique, destiné à rapprocher l'administration des citoyens, selon les services de la wilaya qui ont fait part, en outre, de l'inscription récente d'un projet de polyclinique et d'un siège de sûreté urbaine.

AMINE.R

## El Tarf

### Vers l'attribution de près de 7.400 logements tous segments confondus durant l'exercice 2021

Pas moins de 7.397 logements, tous segments confondus, seront attribués à leurs bénéficiaires durant l'exercice 2021, a déclaré lundi le wali d'El Tarf Harfouche Benarar. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités réalisées durant l'exercice précédent et les objectifs tracés pour l'année 2021, le chef de l'exécutif local a indiqué qu'en matière d'habitat, 7.397 logements dont 4.094 logements publics locatifs (LPL), 130 logements sociaux participatifs (LSP), 170 logements promotionnels aidés (LPA) et 62 unités du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS), auxquels

s'ajoutent 941 aides à l'habitat rural, seront distribués durant l'exercice en cours à travers différentes localités relevant des 24 communes de la wilaya. Il est en outre prévu l'attribution de 2 000 logements de type AADL dont 1.000 sont prévus à El Tarf, 600 à Dréan et 400 à Besbes, a ajouté le wali qui a précisé à ce sujet que les différents quotas seront remis "au fur et à mesure" après le parachèvement des travaux d'aménagement et les VRD. Rappelant les efforts déployés par l'Etat pour la prise en charge de la demande dans ce domaine, le wali a également rappelé que 3.631 logements dont 984 aides à l'habitat rural ont été attribués à

leurs bénéficiaires durant l'exercice 2020 dans la wilaya d'El Tarf. S'agissant des opérations de développement en cours au niveau des zones d'ombre, le wali a indiqué que sur 67 opérations inscrites au titre de l'exercice précédent, 57 ont été réceptionnées au 31 décembre dernier, soit un taux de concrétisation de 87%. Au moins 185 autres opérations ont été enregistrées à ce jour au niveau des différentes zones d'ombre pour un montant de plus de 3 milliards de dinars, a également précisé Harfouche Benarar, signalant les efforts consentis en faveur des "régions rurales déshéritées mais non classées en tant que zones d'ombre".

## ILLIZI/ZONES D'OMBRE

### 130 foyers dotés d'équipements électroménagers et d'énergie solaire

Pas moins de 132 foyers dans les zones d'ombre de la wilaya d'illizi ont bénéficié d'équipements électroménagers et de kits d'énergie solaire, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Visant l'amélioration des conditions de vie des populations dans ces zones enclavées, l'opération, initiée par la direction de l'administration locale (DAL) d'illizi, a porté sur la dotation en équipements électroménagers (téléviseur, frigidaire et ventilateur) et de kits solaires, de foyers situés dans les zones d'ombre d'Iherher, Tourest, Afedil et Tassit, a-t-on précisé. Visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment à l'approche de la saison estivale, l'opération prévoit également la réalisation de forages d'irrigation et leur électrification à l'énergie solaire. Les services de la wilaya ont fait part du déblocage, au titre du programme complémentaire des collectivités locales, d'un montant d'un (1) milliard DA pour le développement des zones d'ombre dans la région de Debdeb (Nord d'illizi), notamment pour le parachèvement de plusieurs projets en rapport direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

### 39 morts et 1.489 blessés au cours de la semaine écoulée

Trente-neuf (39) personnes ont perdu la vie et 1.489 autres ont été blessées dans 1.268 accidents de la circulation survenus au cours de la semaine écoulée (du 14 au 21 mars) à travers le territoire national, indique mardi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'illizi avec 7 personnes décédées et 3 autres blessées dans 5 accidents de la circulation, précise la même source. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 306 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 265 opérations de désinfection générale. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 867 interventions pour procéder à l'extinction de 531 incendies urbains, industriels et autres.

## UNE PRIORITÉ DU DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

## De l'eau dans toutes les régions du pays

Dans sa quête de développer les zones d'ombre, le gouvernement table sur le renforcement du réseau de eau potable (AEP). Et le bilan affiché jusque-là est plutôt éloquent. Ainsi, selon le ministère des Ressources en Eau, rien que durant l'année 2020, pas moins de 3.004 zones d'ombre ont été raccordées au réseau d'alimentation en eau potable (AEP). Intervenant depuis Constantine, Nora Frioui, responsable chargée des études et synthèse au ministère des Ressources en eau, a précisé, selon les propos rapportés par l'APS, que l'opération s'inscrit dans le cadre des « directives et des orientations des autorités publiques portant développement des zones d'ombres et amélioration des conditions de vie de la population des zones rurales, notamment celles désertées et éloignées ». Les zones d'ombre ayant bénéficié de pas moins de 2.502 projets portant raccordement et extension des conduites d'approvisionnement en eau sont réparties sur 913 communes de différentes régions du pays, a souligné la même source. Depuis le début de l'année, plus de 1.340 opérations si-

milaires ont été réceptionnées à travers différentes wilayas du pays. C'est le cas de la wilaya de Ghardaïa où le réseau d'eau potable va être réhabilité. C'est qu'affirme Habiba Boulanouar, le directeur des Ressources en eau de cette wilaya qui a indiqué que « la phase finale de l'étude diagnostic pour la réhabilitation du système d'alimentation en l'eau potable (AEP) dans les communes de Ghardaïa sera présentée prochainement aux autorités locales pour approbation ». L'objectif de cette opération est d'améliorer, réhabiliter et optimiser les infrastructures de production, de traiter et de distribuer de l'eau dans les localités de la wilaya, avec à la clé l'élimination des pertes et fuites d'eau estimées par l'Algérienne des eaux (ADE) de Ghardaïa à plus de 145 m<sup>3</sup>/jour, avec des propositions de modernisation de la gestion et le contrôle à distance du réseau, a précisé M. Boulanouar. Une fois approuvée, cette étude aura "un fort" impact social et environnemental, sur les localités de la wilaya, notamment en termes d'amélioration de la qualité de vie de la population, la résistance des infrastructures face aux

aléas climatiques et l'optimisation des ressources en eau. Pour renforcer les capacités de l'irrigation agricole, les responsables locaux comptent sur la récupération des eaux usées. Ainsi, pas moins de 100.000 m<sup>3</sup>/jour seront récupérés dans les régions de Guerara, Berriane, El-Menea et El-Atteuf qui constitue l'exutoire de la vallée du M'zab qui regroupe quatre (4) communes à savoir Daya Ben-Dahoua, Ghardaïa, Bounoura et El-Atteuf, pour irriguer une superficie totale agricole de près de 2.000 hectares, selon les responsables du secteur de Ghardaïa, une région aride qui lutte depuis longtemps contre le stress hydrique. Dans une instruction donnée récemment aux directeurs de wilaya, le ministère des Ressources en eau a souligné l'impératif d'accélérer le rythme de réalisation des différents projets accusant un retard au niveau local, et de respecter les délais impartis, préconisant de doter les régions, dont les projets ont été achevés, de citernes fixes pour atténuer la souffrance des citoyens, ajoute la même source.

Saïd Sadia

## CRUE DE L'OUED MEKNASSA

## Des parlementaires constatent les dégâts de la catastrophe

Une délégation du Conseil de la nation est arrivée, dimanche dans la wilaya de Chlef, pour constater les dégâts causés par la crue de l'Oued Meknassa et s'enquérir de la situation dans certaines zones d'ombre, a-t-on constaté. La délégation, qui comprend une mission d'information provisoire de la Commission d'équipement et de développement local du Conseil de la nation présidée par Rabah Benyoub, s'est rendue sur les lieux de la catastrophe où elle a noté les préoccupations des habitants des alentours de l'Oued Meknassa et s'est enquis des dégâts occasionnés par la catastrophe naturelle récemment survenue dans la région.

Décidée par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, cette visite a pour objectif de "faire le constat des dégâts causés par les

inondations de l'Oued Meknassa et de s'enquérir des mesures prises pour éviter ce genre de catastrophes à l'avenir", a précisé M. Benyoub.

"Nous constatons les dégâts causés par cette catastrophe naturelle, suivons les mesures prises (...) et soumettrons éventuellement des propositions aux instances exécutives concernant les projets d'aménagement de l'Oued et le raccordement des réseaux routiers, d'AEP et de gaz pour éviter les catastrophes à l'avenir", a-t-il indiqué.

Les membres de la délégation ont rendu visite aux familles des victimes de la crue de l'Oued Meknassa (dix décès issus de deux familles) dans les communes d'El Hadjadj et de Ouled Ben Abdelkader pour présenter leurs condoléances à leurs proches.

Les membres de la délégation qui poursuivra lundi sa visite devra s'en-

quérir de la situation des populations des zones d'ombre dans la commune de Sidi Akkacha (45 km au nord de Chlef) et les régions voisines.

La visite sera sanctionnée par un rapport contenant les propositions de la prise en charge des victimes de la crue de l'Oued Meknassa, les mesures prise ainsi que la situation des zones d'ombre et du développement local dans la wilaya.

Prennent part à cette mission, le vice-président de la Commission, Benaoumer Berrahal, le président du groupe parlementaire du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Ali Djerbaa, le président du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN), Houbad Bouhafs ainsi que des membres de la wilaya de Chlef au Conseil de la nation.

## TINDOUF

## Octroi d'autorisations d'exploration de l'or à Ghar Djebilet

Des autorisations seront accordées prochainement pour l'exploration aurifère artisanale dans vingt (20) sites identifiés par les services compétents de la wilaya de Tindouf, a-t-on appris lundi de la Direction de l'Energie de la wilaya. Une délégation de l'Agence nationale d'appui à l'entrepreneuriat (Anade) est attendue à la fin de mars courant dans la wilaya pour préparer l'opération de réception des dossiers des jeunes désirant créer des entités économiques à responsabilité limitée, rassemblant un effectif de pas moins de cinq (5) personnes chacune, pour leur octroyer des autorisations d'exploration artisanale de l'or à travers une vingtaine de sites dans la région de Ghar-Djebilet, a révélé le Directeur de l'Energie, Saïd Boudjellal. Des superficies variant de 1 à 24

hectares seront accordées aux artisans bénéficiaires de ces autorisations, a précisé le responsable en signalant que deux importants gisements aurifères, identifiés dernièrement dans la région, seront réservés à l'activité à échelle industrielle et octroyés sur la base d'adjudication nationale et internationale pour leur exploitation. S'agissant de l'exploitation du gisement de fer de Ghar-Djebilet, un projet tant attendu pour l'impulsion du développement et la création d'emplois, le même responsable a affirmé que son étude constitue une étape importante et déterminante pour son entrée en exploitation. M.Boudjellal indiquera, à ce sujet, que le ministère de tutelle s'est employé, avec la coopération de laboratoires internationaux, à trouver une solution scientifique pour débar-

rasser le minerai de fer des impuretés et le rendre aux normes et standards internationaux. Des échantillons totalisant plus de 3.000 tonnes de fer brut ont été envoyés pour analyses dans des laboratoires étrangers en Chine, Russie, Turquie et autres, spécialisés dans la déphosphoration du minerai de fer, en vue de faciliter sa commercialisation, a-t-il expliqué. Des résultats d'analyses qui permettront de décider du lancement de l'exploitation du gisement et donner lieu à la mise sur pied d'une commission mixte chargé de l'étude des capacités de mobilisation de l'eau et de la réalisation d'une ligne ferroviaire pour le transport du minerai de fer pour l'exploitation et la commercialisation, a conclu le directeur de l'Energie de Tindouf.

## NÂAMA

## Octroi de plus de 150 permis de fonçage de puits pour promouvoir l'irrigation agricole

Pas moins de 156 permis de fonçage de puits ont été accordés à Nâama depuis le début de l'année en cours, à l'effet de promouvoir l'irrigation agricole dans cette wilaya, a-t-on appris auprès de la Direction locale des ressources en eau. En marge d'une exposition marquant la Journée mondiale de l'eau, la directrice des ressources en eau par intérim, Hafsi El Kaima a ainsi indiqué que 156 permis de forage de puits agricoles ont été délivrés depuis le début de l'année en cours, alors que 295 autres décisions sont en cours de signature et de délivrance. Précisant que la Direction des ressources en eau a rejeté 314 dossiers déposés dans ce cadre, Mme Hafsi a, par ailleurs, indiqué que ses services ont enregistré le dépôt de 862 dossiers de demande de permis de fonçage de puits d'irrigation agricole depuis la publication de la circulaire interministérielle (ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Habitat, de l'Agriculture et du Développement rural). La circulaire N 471 du 30 septembre 2020 porte sur la facilitation des procédures d'octroi de permis de fonçage de puits et la fourniture des moyens de mobilisation et de distribution des ressources en eau destinées à l'irrigation agricole, en sus du soutien des opérations d'irrigation, a-t-on rappelé. Un comité de wilaya, composé des représentants des secteurs des ressources en eau, des services agricoles, de l'Agence nationale des ressources en eau, des services techniques de la daïra et de la commune, se charge de l'étude des dossiers déposés pour l'obtention du permis de fonçage de puits de l'irrigation agricole. La Direction locale des ressources en eau a élaboré une étude géophysique et hydrologique au niveau des périmètres agricoles, créés au niveau de la wilaya dans le cadre de l'octroi des décisions de concession d'exploitation du foncier agricole. L'étude fixe avec précision la profondeur du puits et la quantité de l'eau quotidienne extraite qu'il faut respecter

malika.L

## Mila : Le barrage de Beni Haroun atteint sa capacité de remplissage maximale

Le barrage de Beni Haroun, dans la wilaya de Mila, a atteint sa capacité de remplissage maximale à la faveur des dernières précipitations nécessitant d'actionner le déversoir évacuateur de crues, a-t-on appris mardi auprès du directeur d'exploitation de ce méga ouvrage hydraulique, Kamel Dahoui. La même source a précisé à l'APS, que "le barrage a atteint sa capacité de stockage maximale depuis la matinée d'aujourd'hui suite à une pluviométrie importante", estimée au cours deux derniers jours à 50 mm ce qui a permis un déversement conséquent des eaux dans le barrage, soulignant que cet ouvrage hydraulique a atteint sa capacité de remplissage maximale évaluée à un (1) milliard m<sup>3</sup> d'eau, avec une exploitation de 884 millions m<sup>3</sup>. M. Dahoui a également relevé que la quantité d'eau déversée dans le barrage au cours de l'année hydrologique 2020-2021 (à partir de septembre) s'élève à 292 millions m<sup>3</sup>, ajoutant qu'en janvier dernier, le déversoir évacuateur de crues du barrage a été actionné après le remplissage de l'ouvrage. Il a estimé que la quantité d'eau déversée a connu "un recul" comparativement à la moyenne enregistrée les dernières années suite à un déficit pluviométrique, détaillant que la quantité déversée durant l'année hydrologique 2019-2020 a dépassé 677 millions m<sup>3</sup>. Le même responsable a ajouté, dans ce contexte, que le déversoir évacuateur de crues du barrage a été actionné, à partir du mois d'octobre durant les quatre dernières années. Le directeur d'exploitation du barrage de Beni Haroun a rassuré au sujet du volume d'eau emmagasiné dans cet ouvrage hydraulique important, jugé "suffisant" pour satisfaire la demande pendant plusieurs années de toutes les wilayas, en matière d'alimentation en eau potable (AEP) et également pour l'irrigation des périmètres agricoles dont celui de Teleghema avec 4447 hectares.

## BECHAR

# Prochaine mise en service totale du projet de transfert des eaux du champ de captage de Boussir

Le projet d'envergure de transfert des eaux albiennes du champ de captage de la région de Boussir (commune de Béni-Ounif) vers la commune de Bechar, entamé en juillet 2018, sera prochainement mis en service totalement, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur des Ressources en eau. "Il sera procédé prochainement à la mise en service et à l'exploitation globale de ce projet, au lieu de son exploitation partielle actuellement, dans un but de sécurisation de l'alimentation en eau potable de plusieurs villes de la wilaya, dont Bechar, Kenadza et Abadla", a précisé le directeur local des ressources en eau (DRE), M.Allal Kheireddine. Les retards enregistrés en matière de mise en service de ce projet sont dus essentiellement aux retards accusés dans la réalisation de deux importants châteaux d'eaux de 15.000 et 20.000 m3 pour le stockage des eaux, a-t-il signalé. Cependant, la relance



des travaux de ces deux ouvrages, qui accusent actuellement un taux d'avancement de 64%, vont permettre, dès leur réception, une exploitation totale des dix (10) forages

de la zone de captage qui ont des débits de 350 litres/seconde, permettant une offre quotidienne de plus de 30.000 M3 des villes ciblées et actuellement alimentées en eau potable à partir de la station de traitement des eaux du barrage de Djorf Ettorba, a fait savoir M. Allal. Ce projet hydraulique, qui a nécessité une enveloppe financière de plus de 9 milliards DA, a été précédé par la concrétisation d'une étude hydrogéologique réalisée par l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), au titre d'un programme de mobilisation des ressources hydriques souterraines de la wilaya Bechar, selon les cadres techniques de la DRE. Un réseau de conduites de 188 km totalement réalisé permettra le transfert quotidien de l'eau à partir de 10 forages (400 m de profondeur chacun) localisés dans la région de Boussir, au Nord de la daïra de Béni-Ounif (100 km de Bechar). **A.O**

## ILLIZI/ZONES D'OMBRE

# 130 foyers dotés d'équipements électroménagers et d'énergie solaire

Pas moins de 132 foyers dans les zones d'ombre de la wilaya d'Ilizi ont bénéficié d'équipements électroménagers et de kits d'énergie solaire, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. Visant l'amélioration des conditions de vie des populations dans ces zones enclavées, l'opération, initiée par la direction de l'administration locale (DAL) d'Ilizi, a porté sur la dotation en équipements électroménagers (téléviseur, frigidaire et ventilateur) et de kits solaires, de foyers situés dans les

zones d'ombre d'Iherher, Tourest, Afe-dil et Tassit, a-t-on précisé. Visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment à l'approche de la saison estivale, l'opération prévoit également la réalisation de forages d'irrigation et leur électrification à l'énergie solaire. Les services de la wilaya ont fait part du déblocage, au titre du programme complémentaire des collectivités locales, d'un montant d'un (1) milliard DA pour le développement des zones d'ombre dans la région de Debdeb



(Nord d'Ilizi), notamment pour le parachèvement de plusieurs projets en rapport direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens **A.E**

## LE DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE OUVRE

# La voie à une amorce économique globale

Le programme de développement des zones d'ombre à travers le pays recommandé par le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune ouvre la voie à "une amorce économique globale", a affirmé lundi à partir de la wilaya de Mascara le chargé de mission à la Présidence de la République Brahim Merad. Intervenant devant des citoyens du village de Tenazat relevant de la commune de Zahana, après s'être enquis des projets dont a bénéficié la région en 2020 à la faveur du programme de développement des zones d'ombre, M. Merad a souligné que "le très bon impact sur la

vie des citoyens et dans leur environnement des projets de développement réalisés dans toutes les zones d'ombre au niveau national, amène actuellement à réfléchir sur la création d'une activité économique dans ces zones dans le cadre du programme de l'amorce économique globale du pays". "Il est question actuellement de valoriser l'activité économique locale dans les zones d'ombre, surtout rurales, par la relance des activités agricoles, la promotion de l'élevage du bétail et toutes les activités liées au monde rural au rendement économique et social important et notam-

ment celles génératrices d'emplois", a-t-il ajouté. Le même responsable a salué les efforts considérables fournis en 2020 pour le développement des zones d'ombre à travers le pays comme l'une des priorités du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, couronnés par la réalisation, "en un temps court et dans des conditions exceptionnelles ce qui n'a pas été réalisé durant de longues années", a-t-il dit. "Toutes les wilayas ont réalisé plus de la moitié des projets programmés permettant d'améliorer les conditions de vie des citoyens". **A.Z**

## SKIKDA/PLUVIOMÉTRIE

# Remplissage de deux barrages à 100 %

Deux (2) sur les quatre (4) barrages de la wilaya de Skikda sont remplis à 100 % à la faveur des précipitations intenses qu'a connu la région ces derniers jours, a-t-on appris mardi auprès des services de la direction locale des ressources en eau. Le barrage de Beni Zid, d'une capacité de stockage de 39 millions m3, alimentant les communes de Beni Zid, Collo, Kerker, Cheraia et celui de Zit El Anba dans la commune Bekkouche Lakhdar, à l'Est de Skikda, totalisant 116 millions m3 et alimentant le chef-lieu ainsi que les communes de Azzaba, Djendel, Ain Cherchar, Es Sebt et Bekkouche Lakhdar sont remplis à 100%, a précisé la même source. La

direction locale des ressources en eau a également indiqué que le barrage de Kenitra dans la commune d'Oum Toub à l'Ouest de la wilaya, d'une capacité de stockage de 117 millions m3 qui alimente les communes de Tamalous et Beni Oulbane et les régions avoisinantes a atteint un "bon" niveau de remplissage avec un taux de remplissage de 73%. Aussi, le barrage de Zerdaza au Sud de la wilaya, qui représente le plus ancien ouvrage hydraulique du genre à Skikda, réalisé en 1926, avec une capacité de stockage théorique de 33 millions m3, affiche un taux de remplissage de 64 %, a-t-on noté, relevant que cet ouvrage alimente les communes de Zerdaza, El

Harrouch, Ain Bouziane et Emjez Edchich. La même source a qualifié ce taux de remplissage de "bon" également, soulignant que la capacité réelle de stockage de ce barrage ne peut pas excéder 11 millions m3 du fait de son ancienneté. D'autre part, la même source a révélé que l'administration du barrage de Zerdaza a procédé lundi à un lâcher d'eau avec un débit de 2 m3/seconde pour atténuer la pression sur l'ouvrage, indiquant que cette opération "ordinaire" est effectuée suite au remplissage du barrage, rassurant en même temps que Oued Safsaf, où se déversent les eaux du barrage n'a pas connu une hausse du niveau d'eau ou un débordement. **A.E**

## BECHAR

# Projet de STEP pour la préservation de la santé, l'environnement et l'irrigation agricole

Une station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) est projetée à Bechar pour préserver la santé publique des maladies hydriques, protéger l'environnement et réutiliser ses eaux pour l'irrigation agricole, a-t-on appris mardi du responsable du projet. L'ouvrage relevant de l'Office national d'assainissement (ONA), dont la réalisation a débuté en décembre 2020 sur plus de 40 hectares, vise aussi la protection de l'oued Bechar qui traverse sur 17 kilomètre la ville éponyme, a indiqué précisé à l'APS M. Abdelkrim Khelifa. D'un coût de plus de 4 milliards DA dégagés sur le programme sectoriel de développement, le projet est implanté à deux kilomètres au sud de la commune de Béchar, et à proximité du lit de l'oued. Cette STEP, appelée à prendre en charge les eaux usées d'une population de 386.000 habitants à l'horizon 2040, aura une capacité de traitement de 40.000 mètres-cubes par jour, pouvant être revue à la hausse, et ce grâce à ses différents équipements et technologies utilisées dans le traitement et l'épuration des eaux, a signalé M.Khelifa, qui est également cadre technique à l'ONA. Cette station de cinquième génération, dont la mise en service est prévue en juin 2023, permettra de traiter les eaux usées, qu'elles soient d'origine domestique ou industrielle, grâce à son amenée par un collecteur principal de 17 km, lui-même raccordé à un réseau d'assainissement et de collecte des eaux usées de plus de 500 km à travers la ville de Bechar. Elle sera dotée d'équipements ultramodernes de prétraitement, de traitement biologique des eaux usées, de traitement tertiaire et surtout d'une filière boue, pour l'utilisation de cette matière dans les activités agricoles, a-t-il expliqué. Les eaux épurées de cette station seront aussi réinjectées dans l'oued Bechar sans risque de polluer l'environnement de ce site naturel dont une opération d'aménagement pour en faire un site de détente et de loisirs des populations est retenu parmi les projets d'avenir du secteur des ressources en eau, a fait savoir M.Khelifa. **A.R**

# Les océans durement affectés par le changement climatique (OMM)

Les océans sont durement affectés par le changement climatique, a alerté l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à l'occasion de la Journée météorologique mondiale, appelant à réactiver les services de surveillance et d'alerte interrompus par la pandémie de Covid-19. L'OMM a relevé, dans un communiqué, que le réchauffement des mers a contribué à alimenter une saison record d'ouragans dans l'Atlantique l'an dernier, ainsi que des cyclones tropicaux intenses dans les océans Indien et Pacifique Sud. L'agence onusienne a également souligné la menace à long terme que représente l'élévation du niveau de la mer, appelant à "relancer les services de surveillance et d'alerte rapide qui ont été interrompus par la pandémie de Covid-19 afin de protéger la navigation et les communautés cô-



tières en danger". "Environ 40 % de la population mondiale vit à moins de 100 kilomètres des côtes, il est urgent de protéger les communautés contre les risques côtiers, tels que les vagues, les ondes de tempête et l'élévation du niveau de la mer grâce à des systèmes d'alerte et de prévision +multirisques+", a affirmé le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. Selon l'OMM, "l'économie bleue", estimée entre 3.000 et 6.000 milliards de dollars par an, représente plus des trois quarts du commerce mondial et assure la subsistance de plus de six milliards de personnes. Des millions de dollars de marchandises et des centaines de vies sont encore perdus en mer chaque année, en raison de conditions météorologiques extrêmes telles que les vents violents, les grosses vagues, le brouillard, les orages, la glace de mer et les embruns verglaçants, note l'agence onusienne. Cette dernière explique que l'océan est comme "le thermostat de la Terre", qui absorbe et transforme une part importante du rayonnement solaire et apporte de la chaleur et de la vapeur d'eau à l'atmosphère. Bien que de vastes courants océaniques fassent circu-

ler cette chaleur autour de la planète, souvent sur des milliers de kilomètres, les activités humaines ont de plus en plus perturbé cet équilibre naturel océan/atmosphère, soutient l'OMM. Le fait que les océans absorbent plus de 90% de l'excès de chaleur atmosphérique piégé par les gaz à effet de serre a eu "un prix élevé puisque le réchauffement et les modifications de la chimie des océans perturbent déjà les écosystèmes marins et les populations qui en dépendent", a mis en exergue l'agence onusienne. Cet impact "se fera sentir pendant des centaines d'années", a poursuivi le responsable de l'OMM, avant de souligner les profondes répercussions de la fonte des glaces sur le reste du globe, à travers la modification des régimes météorologiques et l'accélération de l'élévation du niveau de la mer.

## L'inégalité d'accès aux vaccins, "grotesque", se creuse, dénonce l'OMS



L'inégalité d'accès aux vaccins contre le Covid-19 entre les pays riches et pauvres "se creuse" et devient "grotesque", a déploré lundi le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). "En janvier, j'ai déclaré que le monde était au bord d'un échec moral catastrophique si des mesures urgentes n'étaient pas prises pour assurer une distribution équitable des vaccins anti-Covid. Nous avons les moyens d'éviter cet échec, mais il est choquant de constater à quel point peu de choses ont été faites pour l'éviter", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse. "L'écart

entre le nombre de vaccins administrés dans les pays riches et le nombre de vaccins administrés via Covax se creuse et devient chaque jour plus grotesque", a-t-il ajouté. Le système international Covax, créé notamment par l'OMS, vise à fournir cette année des doses à 20% de la population de près de 200 pays et territoires, et comporte un mécanisme de financement visant à aider 92 pays défavorisés. "Les pays qui vaccinent actuellement des personnes plus jeunes, en bonne santé et à faible risque de contracter le Covid-19 le font au détriment de la vie des personnels de santé, des personnes âgées et d'autres

groupes à risque dans d'autres pays", a souligné le chef de l'OMS. "Les pays les plus pauvres se demandent si les pays riches pensent vraiment ce qu'ils disent quand ils parlent de solidarité. La distribution inéquitable des vaccins n'est pas seulement un outrage moral. Elle est également autodestructrice sur le plan économique et épidémiologique", a-t-il insisté. "Certains pays font la course pour vacciner toute leur population alors que d'autres pays n'ont rien. Cela peut donner une sécurité à court terme, mais c'est un faux sentiment de sécurité", a encore estimé Tedros Adhanom Ghebreyesus.

## La famine menace le Yémen, le Soudan du Sud et le Nigeria

Les Nations unies ont averti mardi que des millions de personnes au Yémen, au Soudan du Sud et dans le nord du Nigeria, zones en proie à des conflits, risquaient de connaître la famine dans les prochains mois. Les trois régions font partie des vingt "points chauds de la faim" identifiés par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), où l'insécurité alimentaire alarmante risque de s'aggraver encore d'ici juillet. "Une action humanitaire ciblée urgente et à grande échelle est nécessaire pour prévenir la faim ou la mort" dans les trois régions spécifiquement pointées, insiste leur rapport conjoint. Un sous-groupe de pays - Afghanistan, Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Ethiopie, Haïti, Honduras, Nigeria, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Yémen et Zimbabwe - est

particulièrement menacé. Une partie de ces populations est déjà confrontée à "un épuisement de leurs moyens de subsistance, à une consommation alimentaire insuffisante et à une malnutrition élevée", selon le rapport conjoint. "Dans des situations aussi fragiles, tout nouveau facteur pourrait pousser un grand nombre de personnes au bord du gouffre, dans le dénuement, voire la famine", indique encore l'étude. Dans certaines parties de l'Etat de Jonglei, au Soudan du Sud, les agences des Nations unies ont noté que la famine était déjà en cours. Dans l'ensemble du pays, quelque 7,2 millions de personnes devraient se retrouver face à une crise alimentaire (malnutrition ou une nutrition minimale), entre avril et juillet. Parmi elles, quelque 2,4 millions de personnes sont considérées comme en situation "d'urgence" et 108.000 sont touchées par "la famine". Au Yémen, le nombre de per-

sonnes confrontées à la famine ou la quasi famine devrait tripler, passant de 16.000 en octobre-décembre à plus de 47.000 en juin. Dans ce pays en guerre, l'insécurité alimentaire va bientôt globalement toucher 16,2 millions de personnes, dont 5 millions en situation d'urgence. Dans les zones de conflit du nord du Nigeria, le nombre de personnes en situation d'urgence devrait doubler d'une année sur l'autre pour atteindre plus de 1,2 million en août 2021. La situation sera également aggravée par les effets de l'épidémie de Covid-19. Une précédente alerte pour le Burkina Faso a été légèrement levée, après une bonne récolte et une meilleure livraison d'aide alimentaire dans les zones éloignées et inaccessibles. La poursuite des violences dans cette zone signifie toutefois que la situation "reste très préoccupante".

LAMIA.A

## Covid-19

## Au moins 2.723.899 décès dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 2.723.899 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi. Plus de 123.597.570 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie. La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. Sur la journée de lundi, 7.047 nouveaux décès et 423.934 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.383 nouveaux morts, l'Espagne (633) et les Etats-Unis (516). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 542.949 décès pour 29.869.514 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 295.425 morts et 12.047.526 cas, le Mexique avec 198.239 morts (2.197.160 cas), l'Inde avec 160.166 morts (11.686.796 cas), et le Royaume-Uni avec 126.172 morts (4.301.925 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 234 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (196), le Monténégro (192), la Slovaquie (191) et la Hongrie (191). L'Europe totalisait mardi à 11H00 GMT 923.614 décès pour 41.598.667 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 745.695 décès (23.687.405 cas), les Etats-Unis et le Canada 565.644 décès (30.805.776 cas), l'Asie 266.804 décès (17.136.911 cas), le Moyen-Orient 110.969 décès (6.215.838 cas), l'Afrique 110.200 décès (4.118.212 cas), et l'Océanie 973 décès (34.769 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

# Onboarding , l'enjeu crucial des RH

**P**ourquoi l'Onboarding est-il aussi stratégique ? Quelles actions concrètes doivent être menées pour réussir l'intégration des nouveaux venus dans l'entreprise ?

## L'Onboarding : stratégique pour l'entreprise

Vous l'aurez compris, l'Onboarding désigne l'intégration des nouveaux salariés dans l'entreprise. Jusque-là, rien de neuf... Oui, sauf certains chiffres qui viennent prouver que cette période d'intégration est de plus en plus stratégique.

Selon un sondage réalisé par Go2nextlevels et OfficeVibe en 2017, « les entreprises qui ont une procédure d'accueil fidélisent 2 fois mieux leurs employés que celles qui n'en ont pas », et « 58% des employés ayant bénéficié d'une telle démarche sont encore dans l'entreprise 3 ans plus tard. » Or, en RH comme en marketing, recruter est beaucoup plus coûteux que fidéliser. Selon Claire Montret, consultante RH et dirigeante du cabinet Enovens, « le recrutement représente des coûts directs et indirects très élevés ; notamment le temps passé par l'entreprise. D'où l'importance, pour l'entreprise, de soigner les premiers contacts avec le candidat, et d'être à la hauteur en termes d'image. » Avec des recrutements complexes et un turnover qui ne cesse de croître, l'optimisation des coûts de recrutement est au cœur de cette démarche d'Onboarding.



L'enjeu : fidéliser le nouveau collaborateur, en ayant à l'esprit qu'ils sont près d'1 sur 5 à quitter l'entreprise au bout d'un mois. Pour Bérangère Balas, responsable RH, « l'Onboarding se situe vraiment dans la continuité du recrutement, il en fait même partie. Un recrutement n'est réussi que si la personne a été bien intégrée ; ce qui s'évalue au bout d'environ 4 à 6 mois. »

Selon Claire Montret, « l'Onboarding permet également à l'entreprise de tester le nouveau collaborateur. Il faut donc rapidement lui assigner des objectifs pour mettre à profit cette période d'essai. »

## Onboarding raté : quelles conséquences ?

## Une première question se pose : quand l'Onboarding commence-t-il ?

Pour certains, il s'agit du jour de l'arrivée du collaborateur au sein de l'entreprise. Mais selon Claire Montret, « l'Onboarding démarre dès que la promesse d'embauche est signée. Le préavis des cadres étant généralement de 3 mois, l'entreprise doit savoir créer du lien pendant cette période : l'inviter à des événements, l'insérer dans un parcours d'intégration... ». Or, peu d'entreprises s'inscrivent dans cette démarche. Dans certaines structures, l'Onboarding est prévu mais relève d'un processus très répétitif. Côté candidats, cela génère une impression de perte de temps et de manque de considération. Souvent pointés du

doigt également : des problèmes de coordination et d'organisation entre les recruteurs - manager direct et service RH, par exemple. Conséquences : un premier contact mitigé, une incertitude quant à la volonté de poursuivre l'aventure, une productivité restreinte pendant la période d'essai... Bref, un mauvais démarrage qui a un impact négatif sur le collaborateur comme sur l'entreprise.

## Préparer le jour J : les clés d'un Onboarding réussi

Au-delà des faits qui prouvent le souhait de l'entreprise d'accueillir un nouveau membre au sein de son équipe, c'est bien le ressenti du candidat qui se joue à cette étape. Un collaborateur qui aura reçu de

la documentation sur l'entreprise en amont, un mail lui détaillant le programme de son 1er jour - voire de sa première semaine -, et qui, le jour J, sera accueilli par son manager et sa direction, aura sans doute un bon feeling. Aurélie Travers, directrice commerciale récemment embauchée au sein de l'enseigne d'optique J. Torrilhon, confie : « J'ai vraiment eu le sentiment d'être attendue le jour de ma prise de poste. J'ai rencontré chaque manager ; mon chef m'a présenté le livret d'accueil, puis nous avons évoqué ensemble le périmètre de mon poste ainsi que mes objectifs. Bureau, ordinateur, voiture de fonction : tout le matériel était prêt pour mon arrivée. Un petit déjeuner d'accueil était prévu le matin, et l'ensemble de l'équipe était présente pour la pause déjeuner. » En tant que RRH, Bérangère Balas estime que l'ensemble de ces petites choses informelles - pause déjeuner du 1er jour avec manager et collègues, présentation des lieux et des équipes, premier échange avec les dirigeants - sont essentielles. Pour que l'intégration soit réussie, elles doivent être combinées avec une formation 'métier' intégrant une présentation de l'organigramme et des services, un parcours d'intégration... « Si ces 2 éléments ne sont pas réunis, le recrutement aura moins de chance de succès, précise Bérangère Balas. La réussite de cette période d'intégration est aussi importante que l'intérêt du poste lui-même, du moins dans les 1ers jours. ».

## SUISSE

## Résultats prometteurs pour le cocktail anti-Covid développé avec Regeneron

Le groupe pharmaceutique suisse Roche a dévoilé mardi des résultats d'essais cliniques prometteurs pour le cocktail expérimental de traitements associant les médicaments casirivimab et imdevimab, sur lequel il collabore avec le laboratoire américain Regeneron pour les patients non-hospitalisés. Les données dans une étude de phase III ont mis en évidence une réduction de 70% des hospitalisations ou des décès chez les patients atteints de la maladie qui n'ont pas dû être hospitalisés, a indiqué le groupe suisse dans un communiqué. Les données ont également fait ressortir une réduction de la durée des symptômes de quatre jours, les ramenant de 14 à 10 jours, a précisé Roche. Ce volant des essais cliniques, qui se concentrait sur les patients à haut risque, évaluaient les traitements en dosage de 2400 mg et 1.200 mg, précise le communiqué. Ce traitement expérimental est la seule association d'anticorps monoclonaux qui conserve sa puissance contre les grands nouveaux variants qui sont en train d'émerger, a affirmé le laboratoire suisse. "Les nouvelles infections continuent d'augmenter au niveau mondial avec plus de trois millions de cas déclarés la semaine dernière", a souligné



Levi Garraway, médecin chef et directeur mondial du développement de produits, cité dans le communiqué, soulignant que "ce cocktail expérimental d'anticorps pourrait donc offrir l'espoir d'une nouvelle potentielle thérapie pour les patients à haut risque". Les résultats de ces essais seront communiqués rapidement aux autorités

sanitaires et soumis pour revue par les experts médicaux dès que possibles. Ce cocktail expérimental fait l'objet de plusieurs essais, toujours en cours notamment pour les patients hospitalisés. Jusqu'à présent, environ 25.000 personnes y ont participé pour les différents volets des études cliniques.

A.Z

## VACCIN/COVID-19

## Le laboratoire AstraZeneca va fournir des données récentes au régulateur américain

Le laboratoire AstraZeneca s'est engagé mardi à fournir des données récentes au régulateur américain supervisant les essais cliniques, qui a critiqué des données potentiellement "obsolètes" sur son vaccin anti-Covid. Dans un communiqué, le groupe a expliqué avoir utilisé des données remontant à avant le 17 février pour les résultats publiés lundi des essais cliniques aux Etats-Unis. Il a assuré vouloir entrer en contact "immédiatement" pour fournir au Data and Safety Monitoring Board (DSMB, comité de suivi de l'essai) "une analyse avec les données d'efficacité les plus à jour possible", avec l'intention de "fournir des

résultats de l'analyse primaire dans les 48 heures". Utilisé dans de nombreux pays dont l'Union européenne, le vaccin développé par AstraZeneca et l'université d'Oxford n'est pas encore approuvé aux Etats-Unis, où les autorités avaient demandé plus de données sur des essais de phase III menés sur le territoire américain. Après la publication de résultats de ces essais lundi, l'Institut national des maladies infectieuses et des allergies (NIAID), qui supervise des essais cliniques de vaccins aux Etats-Unis, avait exprimé sa "préoccupation" quant au fait que le laboratoire suédo-britannique ait pu "utiliser des informations obsolètes" dans le cadre de ses essais.

Cela pourrait, selon le NIAID, aboutir à "une estimations incomplète de l'efficacité" du vaccin. Il l'avait exhorté à travailler avec le DSMB. Selon les résultats, publiés lundi, de ces essais menés avec plus de 32.000 participants, ce vaccin est efficace à 80% contre le Covid chez les personnes âgées et n'augmente pas le risque de caillots sanguins. Le vaccin est efficace à 79% pour prévenir le Covid-19 symptomatique dans la population générale et à 100% pour empêcher les formes sévères de la maladie et l'hospitalisation, avait ajouté le laboratoire.

A.Z

## PÊCHE

## En absence d'accord avec Londres, l'UE fixe des quotas provisoires jusqu'à fin juillet

Les ministres européens de la Pêche, réunis à Bruxelles, ont adopté mardi des quotas temporaires jusqu'au 31 juillet pour les eaux partagées avec le Royaume-Uni, anticipant l'absence d'accord avec Londres d'ici l'expiration le 31 mars des quotas provisoires actuels. Approuvés après des négociations, ces quotas constituent "un plan de contingence" pour permettre aux flottes de pêcheurs européens de poursuivre leur activité, a indiqué le ministre portugais de la Mer, Ricardo Serrao, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. Mi-décembre, alors que l'issue des pourparlers sur l'accord commercial post-Brexit restait

incertaine, les Vingt-Sept avaient reconduit pour trois mois, jusqu'à fin mars, les quotas de capture 2020 pour les stocks partagés avec les Britanniques, afin de permettre aux pêcheurs de poursuivre leur activité même en cas de "no deal". L'accord conclu fin décembre entre l'UE et le Royaume-Uni prévoit finalement de laisser aux pêcheurs européens un accès aux eaux britanniques pendant une période transitoire de cinq ans et demi, durant laquelle les Européens devront progressivement renoncer à 25% de leurs prises. Mais les quotas de capture précis de 2021 pour les stocks partagés (plus de 70 sont concernés) n'avaient pas été

définis. Or, en dépit d'intenses négociations entre Bruxelles et Londres, aucun accord ne semble se dessiner à l'approche de la date-butoir du 31 mars, ce qui menaçait de paralyser l'activité des pêcheurs dans les eaux partagées, faute de nouvelles règles en vigueur. Les quotas qui s'appliqueront désormais aux pêcheurs européens jusqu'à fin juillet ont été établis "de façon générale" au prorata des niveaux scientifiques recommandés par le Conseil international pour l'exploration de la mer (ICES) pour l'ensemble de 2021, tout en respectant le cadre de l'accord post-Brexit avec Londres, selon les conclusions des négociations.

A.Z

## Le point de l'actualité internationale

Un jumelage institutionnel entre l'Office national de météorologie (ONM), Météo-France et l'Institut finlandais de météorologie (FMI) a été officiellement lancé, mardi à Alger, dans l'objectif de moderniser et d'améliorer les services de l'office en bénéficiant de l'expertise des partenaires européens. WASHINGTON - Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, s'est entretenu lundi, par téléphone, avec le Premier ministre libyen par intérim, Abdelhamid Dbeibah au sujet de la nécessité de mettre fin au conflit en Libye et du départ des forces étrangères présentes dans ce pays "dans les plus brefs délais". LE CAIRE - La Ligue arabe a appelé mardi toutes les factions politiques au Liban à "prioriser l'intérêt" du pays et à "oeuvrer rapidement pour sortir de l'impasse politique qui exacerbe les souffrances du peuple libanais", a indiqué un communiqué de la Ligue. SANAA - Le comité chargé de lutter contre le nouveau coronavirus (Covid-19) au Yémen a appelé mardi le gouvernement à déclarer l'état d'urgence sanitaire et imposer un "couvre-feu partiel" face à la hausse des contaminations dans ce pays ravagé par la guerre. RABAT - L'état de santé de l'activiste marocain, Chafik Omerani, détenu à Casablanca, s'aggrave des suites de la grève de la faim qu'il observe depuis plus de 40 jours, a annoncé sa famille qui compte boycotter son procès prévu le 25 mars au tribunal pénal de première instance de Casablanca. SEOUL - Le parquet sud-coréen a annoncé mardi la saisie de la maison de l'ex-présidente Park Geun-hye qui sera mise aux enchères afin de payer les amendes dont elle a écopé lors de sa condamnation pour corruption. KAMPALA - Un ressortissant américain a été arrêté pour "activités subversives" et placé en détention dans la capitale ougandaise Kampala, a indiqué la police lundi soir. VARSOVIE - Un écrivain et scénariste polonais a été inculpé pour atteinte au président Andrzej Duda et encourt jusqu'à trois ans de prison, rapportent des médias.

L.O

## NOUVEAU BILAN BANGLADESH

## 15 morts dans l'incendie d'un camp de réfugiés rohingyas

L'incendie qui s'est déclaré dans un camps de réfugiés Rohingyas au Bangladesh a fait au moins 15 morts, selon un nouveau bilan, a indiqué mardi un responsable du HCR. "Ce que nous avons vu avec cet incendie est quelque chose que nous n'avions jamais vu auparavant. C'est massif et destructeur", a souligné Johannes van der Klaauw, responsable du HCR au Bangladesh, indiquant que pour l'heure le bilan provisoire fait également état de 560 blessés, 400 disparus et au moins 45.000 personnes déplacées. "Ces nombres ne sont certainement pas définitifs", a souligné M. van der Klaauw. Un précédent bilan du sinistre faisait état de six morts. L'Office international pour les migrations (OIM) a promis un million de dollars d'aide immédiate, "et il faudra 20 millions de dollars de plus pour répondre aux besoins les plus urgents", a souligné Angela Well, une porte-parole de l'organisation lors du briefing régulier de l'ONU à Genève. L'origine de l'incendie qui s'est déclaré dans le camp Cox's Bazar n'est pas connue pour l'heure, a indiqué le responsable, précisant que ce sera aux autorités locales de mener l'enquête. Près d'un million de membres de la minorité musulmane des Rohingyas en Birmanie vivent dans des conditions précaires dans les camps du district de Cox's Bazar, après avoir fui la répression militaire dans leur pays en 2017. Les autorités ont indiqué que l'incendie avait démarré dans l'un des 34 camps, couvrant plus de 3.000 hectares, avant de se propager à trois autres camps forçant les réfugiés à fuir, emportant avec eux ce qu'ils pouvaient sauver.

A.Z

FOOT/ QUALIF. CAN-2021 (ALGÉRIE)

# "Le match face à la Zambie est loin d'être sans enjeu"

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football Djamel Belmadi, a relevé "l'importance" du match face à la Zambie, jeudi à Lusaka (20h00), dans le cadre de la 5e journée (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021, décalée à 2022, en dépit de la qualification assurée par les "Verts" au terme des deux précédentes journées, disputées en novembre 2020. "C'est un match important, c'est loin d'être sans enjeu, dans le sens où c'est déjà un match à l'extérieur contre une équipe qui a toutes ses chances pour se qualifier. C'est un scénario qui me convient, dans la mesure où dans deux mois nous allons nous déplacer au Burkina Faso, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022. Depuis des années, ce genre de matchs sont souvent difficiles. C'est une très bonne préparation dans ce qui va nous attendre dans deux mois", a indiqué Belmadi à la presse à l'aéroport international d'Alger, peu avant le déplacement de la délégation algérienne pour Lusaka à bord d'un vol spécial. Au terme de la 4e journée, l'Algérie caracole en tête de son groupe avec 10 points, devant le Zimbabwe (5 pts). Le Botswana suit derrière à la 3e place avec 4 points, alors que la Zambie ferme la marche avec 3 unités. "Ce match face à la Zambie



est important aussi par rapport à certains joueurs, qui n'ont jamais joué sous ma coupe. Il y a des éléments qui n'ont pas joué depuis longtemps, il auront la possibilité de le faire dans ces conditions-là et de marquer des points ou non. Pour les nouveaux joueurs, j'ai suivi leurs prestations avec leurs clubs, chose qui m'a poussé à les convoquer", a-t-il ajouté. Après la rencontre face à la Zambie, les coéquipiers de Djamel Belmadi enchaîneront, quatre jours plus, en recevant le Botswana, lundi 29 mars à

Blida, en clôture des qualifications. == "Je ne compte pas mettre les nouveaux en difficultés dès le début" == En vue de ces deux derniers rendez-vous qualificatifs, Belmadi a fait appel pour la première fois aux deux défenseurs Ahmed Toubia (RKC Waalwijk/ Belgique) et Naoufel Khacef (Tondela/Portugal), ainsi qu'au milieu de terrain Ramiz Zerrouki (Twente/Pays-Bas). Le coach national n'a pas l'intention de les incorporer en Zambie.

M.L

FOOT-LIGUE 1/MC ORAN

## LES DETTES CHAMBOULENT LES PLANS DE L'ENTRAÎNEUR MADOUÏ

Les plans de l'entraîneur du MC Oran, Kheireddine Madoui, en prévision du mercato, qui a ouvert ses portes lundi, risquent d'être chamboulés en raison des dettes de ce club de Ligue 1 de football auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL). Madoui, dont l'équipe a réalisé un bon parcours lors de la phase aller clôturée dimanche, espère engager trois nouveaux joueurs à l'occasion de l'actuelle période des transferts. Toutefois, le club est confronté à une interdiction de recrutement dont il fait l'objet, a-t-on appris mardi de la direction du club phare de la capitale de l'Ouest du pays. Une situation qui fausse totalement les calculs du champion d'Afrique avec l'ES Sétif en 2014, au moment où la trésorerie du MCO est incapable, à

l'heure actuelle, de s'acquitter de ses dettes, estimées à près de 50 millions de dinars, pour lever l'interdiction de recrutement, souligne-t-on. Ayant terminé la première manche du championnat comme co-leader avec l'ESS, en attendant le déroulement des nombreux matchs en retard dont dispose la quasi-totalité des formations de l'élite, les ambitions des "Hamraoua" ont grandi. Mais l'équipe, qui était sur une courbe ascendante en enchaînant quatre victoires de rang, a été freinée dans son élan lors de ses trois précédentes sorties, en se contentant seulement de trois points de neufs possibles. Pis, les protégés de Madoui ont concédé, au cours de ces trois rencontres deux nuls à domicile, qui l'ont privé d'améliorer leur moisson de cette phase aller, sachant que le MCO

est parmi les rares équipes ayant disputé la totalité de leurs matchs. Il est à présager donc que les camarades du capitaine Oussama Litim reculent au classement, une fois la mise à jour du calendrier du championnat achevée. Il faut dire que les dernières déboires des Oranais ont conforté leur coach dans sa conviction de renforcer son effectif, d'où son désir de recruter trois nouveaux joueurs dans des postes précis. Pour ce faire, le président Tayeb Mahiaoui s'est déplacé à Alger pour rencontrer les responsables de la CNRL et tenter de trouver une solution aux dettes du club, surtout que ce dernier vient d'être saisi à propos de nouvelles affaires datant de quelques années auparavant, a-t-on indiqué de même source.

M.L

Foot/ Ligue 1 (CS Constantine)

## Démission du président du conseil d'administration Yazid Laâla



Le CS Constantine a annoncé mardi la démission du président du Conseil d'administration de la SSPA Yazid Laâla, sept mois après son arrivée à la tête du club, a indiqué le pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué. "Yazid Laâla a annoncé sa démission de son poste du président du Conseil d'administration. Elle a été acceptée par le P-dg de la société Abar (actionnaire majoritaire du club, ndlr). Il y aura des changements au niveau de l'organigramme et la désignation d'un nouveau président", a indiqué le CSC sur sa page officielle Facebook. Yazid Laâla, cadre et spécialiste dans le management au sein de la société Abar, avait été désigné au poste du président du Conseil d'administration en août 2020. Le départ de Laâla intervient alors que l'équipe traverse une bonne période en championnat, une dynamique enclenchée depuis notamment l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur Miloud Hamdi. Le CSC a aligné dimanche un sixième match sans défaite, en battant difficilement le premier relégable, l'USM Bel-Abbès (1-0), dans le cadre de la 19e et dernière journée de la phase aller de la compétition. Avec un match en moins à disputer vendredi à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (13e journée), le CSC pointe à la 8e place au classement, en compagnie de l'USM Alger, avec 27 points chacun.

A.Z

Fédération algérienne de handball

## L'Assemblée élective avancée au 12 avril



L'Assemblée générale élective (AGE) de la Fédération algérienne de handball (FAHB), prévue initialement jeudi 15 avril, a été avancée au lundi 12 avril au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Ben Akoun (10h00), a annoncé mardi l'instance fédérale dans un communiqué. Le rendez-vous électif sera précédé par l'assemblée générale ordinaire (AGO), avancée quant à elle au jeudi 1er avril au lieu de vendredi 2 avril, au même lieu et au même horaire, précise la même source. Au cours de cette AGO, les membres de l'assemblée générale seront invités à adopter les bilans moral et financier. Il sera également procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours, et de passation de consignes. Pour rappel, le président sortant de la FAHB Habib Labane, élu le 1er avril 2017 en remplacement de Saïd Bouamra, a décidé de briguer un deuxième mandat. Le président de la JSE Skikda Yassine Aliout est également candidat à la présidence, tout comme le président de la Ligue de Béjaïa Mohamed Aloui.

P.O

Football

## Mise en service prochaine d'une plateforme numérique de la FAF

La plateforme numérique de la fédération algérienne de football (FAF-Connect) sera lancée prochainement, a dévoilé mardi à l'APS le désigner concepteur de la plateforme, l'informaticien Okba Nemli. Cette création est le fruit du docteur en informatique de l'école supérieure des enseignants ENS d'Ouargla, concepteur également d'un site similaire en 2010 pour la ligue régionale de football d'Ouargla (LRFO), qui a été par la suite généralisée à 15 ligues régionales et de wilayas de Football, a indiqué Nemli. Selon le concepteur, le projet a été exposé en 2019 devant les membres du bureau fédéral de

FAF lors de leur visite dans la wilaya de Ouargla, avant d'être approuvé par la FAF lors de son invitation au siège de cette instance par le président de la Fédération, Kheireddine Zetchi. La concrétisation de ce projet a nécessité près de 14 mois de travail par une équipe d'informaticiens, sous la conduite de l'universitaire Okba Nemli, pour figurer parmi les meilleures interfaces retenues par la fédération internationale de football (FIFA), pour unifier les données liées au monde footballistique mondial, recrutement et transferts de joueurs. Approché par l'APS, le Dr. Nemli a expliqué que la configuration et la gestion de

cette plateforme numérique de la FAF comprend les données des différents acteurs dans le domaine (gestionnaires, coach, arbitres, joueurs), leur permettant de se doter d'une identification de la FIFA (FIFA-ID), en sus de données sur les infrastructures et installations sportives, les ligues et les clubs, à l'échelle nationale. Ce système permet également d'établir le Passeport-joueur électronique ouvrant droit aux clubs-amateurs de tirer profit de retombées financières conséquentes pour la formation des joueurs ayant conclu des contrats professionnels.

AMINA.Z

## Mots codés

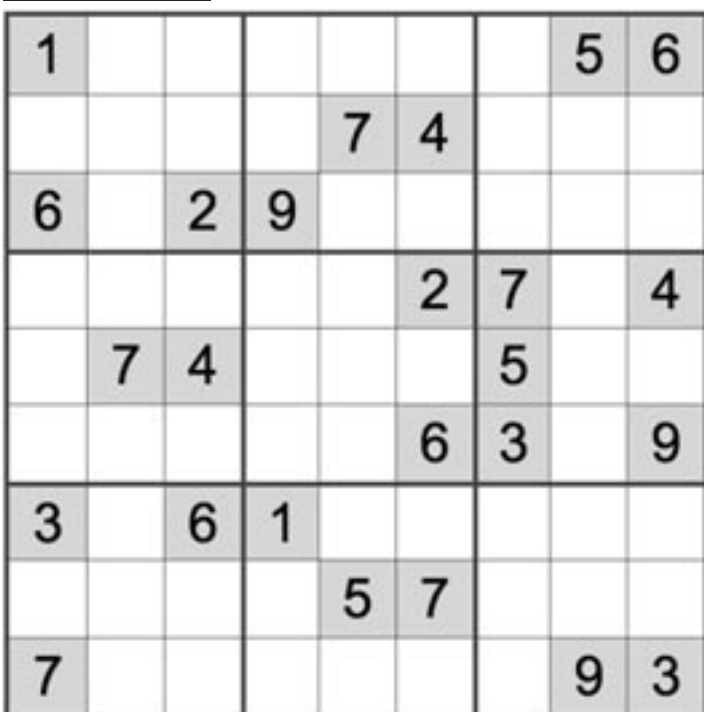


## Mots mélangés

ABBATIAL  
ACCROCHE ACTE  
AILE ATTIRAIL  
AUTOBUS BIPLACE  
BLAFARD  
BOUQUETIN BOURDE  
CANAPE CHANDELLE  
CHARGER CILLER  
DEVANTURE DORE  
EXCEDER GAULE  
GNOCCHI INSALUBRE  
INTEGRALE LETTRE  
MOUTON NUIT PAIE  
PISSENLIT POUR  
QUETSCHER RIGAUDON  
SOLDAT SOLENNEL  
TOURNANT

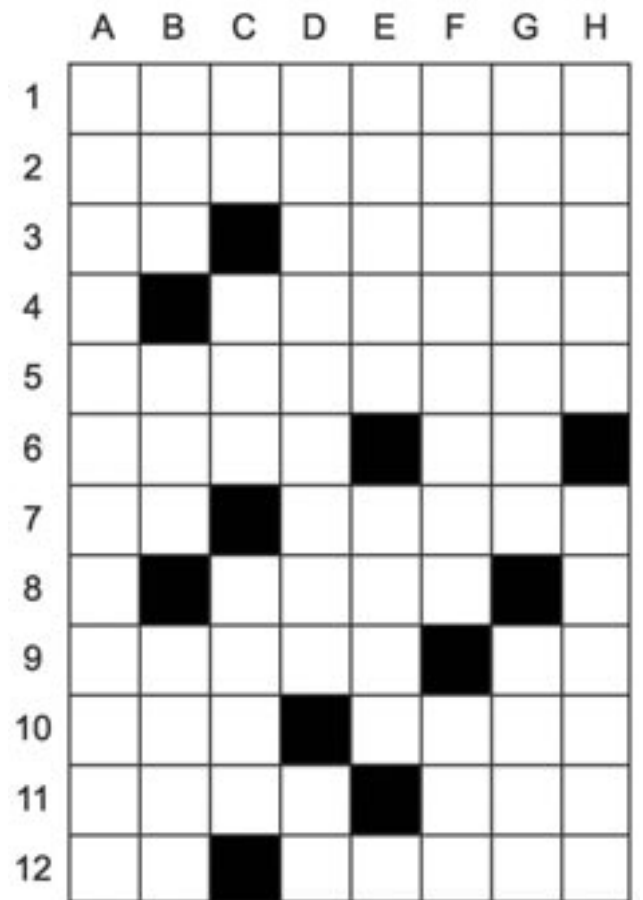


# Sudoku



## Solution sudoku

## Mots croisés



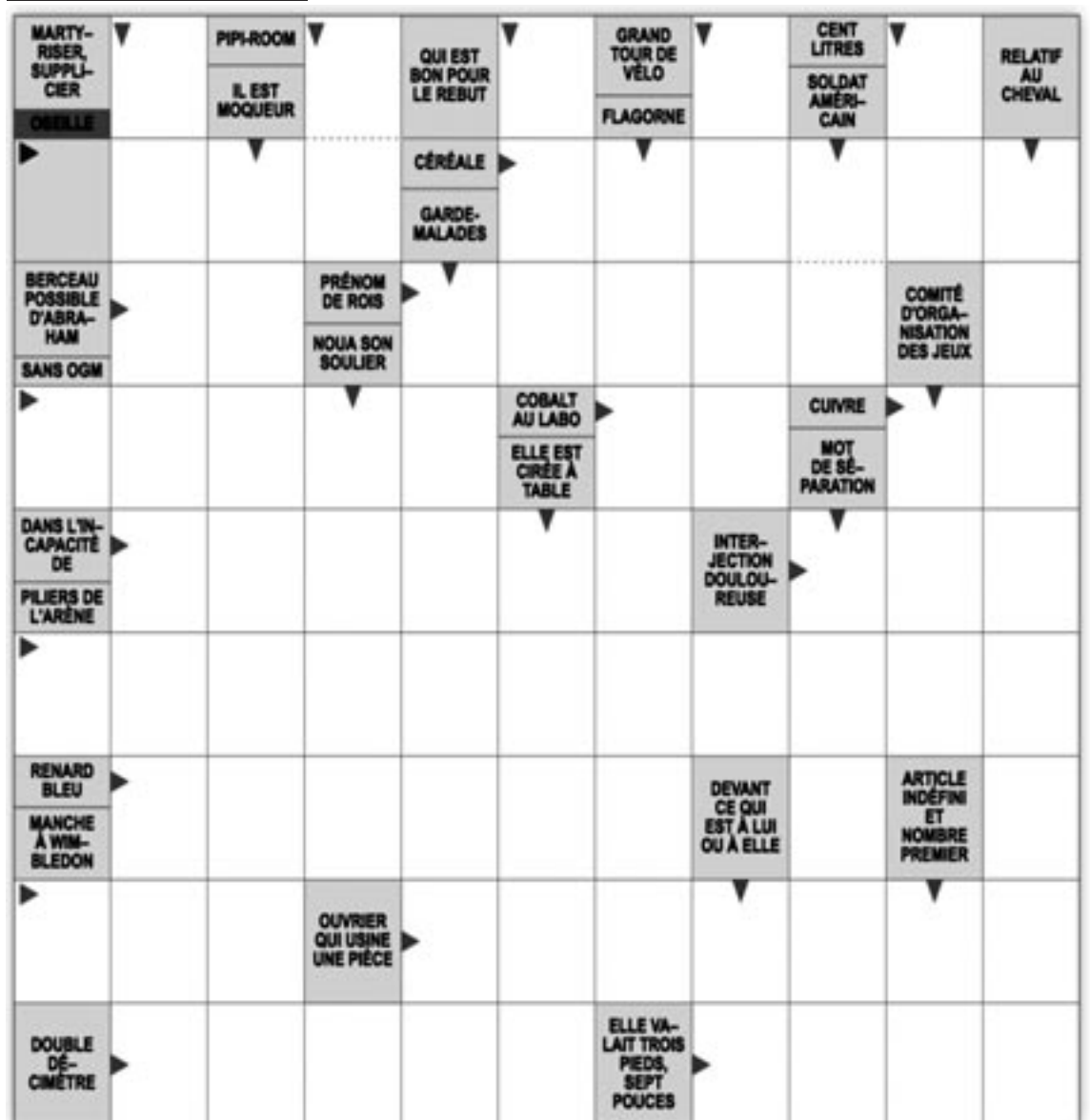
### HORIZONTALLEMENT :

1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

### VERTICALEMENT :

A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'élixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

## Mots fléchés



# Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● [www.lemondeadm.com](http://www.lemondeadm.com)



**Tous les jours  
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST  
RESERVÉ POUR VOUS**

# PUBLICITÉS

pour plus de détails  
contactez nous au:



**023 95 73 73/ 0553 45 62 56**

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Emigration clandestine

**ENVIRON 60 MIGRANTS  
AURAIENT PÉRI AU LARGE  
DE LIBYE**

**OCEAN VIKING A LANCÉ UNE OPÉRATION DE RECHERCHE, SANS SUCCÈS, FAUTE D'AVOIR PU OBTENIR LES COORDONNÉES GPS DU BATEAU. DES RESCAPÉS ONT ÉVOQUÉ LA PRÉSENCE À BORD DE SOUDANAIS, SÉNÉGALAIS, SYRIENS, PAKISTANAIS, MAROCAINS ET ÉGYPTIENS. ENVIRON 45 D'ENTRE EUX AURAIENT ÉTÉ SECOURUS PAR DES PÊCHEURS LIBYENS.**

Environ 60 migrants auraient péri en mer au large de la Libye dans l'incendie de leur embarcation, tandis que l'Italie a autorisé le navire-ambulance Ocean Viking à débarquer 116 rescapés, a annoncé mardi une ONG. L'ONG Alarm Phone, qui reçoit les appels de détresse des migrants, a indiqué dans un communiqué qu'au moins 60 personnes étaient portées disparues après l'incendie du moteur de leur embarcation, toujours au large de la Libye. Dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 mars, "un bateau en bois gris avec plus de 100 personnes à bord a appelé Alarm Phone. Les personnes étaient paniquées, car le moteur était en feu. Alarm Phone a alerté les autorités concernées ainsi que l'Ocean Viking", détaille un communiqué de l'ONG. L'Ocean Viking a lancé une opération de recherche, sans succès, faute d'avoir pu obtenir les coordonnées GPS du bateau. Des rescapés ont évoqué la présence à bord de Soudanais, Sénégalais, Syriens, Pakistanaï, Marocains et Égyptiens. Environ 45 d'entre eux auraient été secourus par des pêcheurs libyens. Rome a par ailleurs donné son feu vert à l'entrée sur le territoire italien de 116 hommes, femmes et enfants secourus la semaine dernière au large de la Libye par le navire de l'ONG française SOS Méditerranée, a annoncé celle-ci sur son compte Twitter. "Soudainement à bord de l'Ocean Viking après plusieurs jours de mauvais temps. Les autorités italiennes ont autorisé le port d'Ancona, en Sicile, pour le débarquement de 116 personnes rescapées", a indiqué l'ONG. L'Ocean Viking, qui effectue sa deuxième mission de l'hiver, avait d'abord secouru le 18 mars 10 personnes dont trois enfants et un bébé. Puis le 20 mars l'équipage avait récupéré 106 migrants, dont 31 hommes, 8 femmes et 67 mineurs. Les candidats à l'asile de l'Afrique partent pour l'essentiel de Tunisie et de Libye pour rejoindre l'Europe via l'Italie, dont les côtes sont les plus proches. Plus de 1 200 migrants ont péri en 2020 en Méditerranée, dont la grande majorité sur cette route centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Début mars, le Conseil de l'Europe avait vilipendé le "manque de volonté des États européens" à établir des politiques de protection des migrants traversant la Méditerranée, causant la perte de "milliers de vies humaines".

R.N.

**L'INFORMATION A ÉTÉ CONFIRMÉE PAR  
L'INSTITUT PASTEUR**

**6 NOUVEAUX CAS DE VARIANT  
BRITANNIQUE ET 15 DE VARIANT  
NIGÉRIAN**

Six (6) nouveaux cas de variant britannique et quinze (15) de variant nigérian de Coronavirus (Covid-19) ont été détectés en Algérie, a annoncé mardi l'Institut Pasteur d'Algérie. "Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, il a été procédé à la confirmation de six (6) nouveaux cas de variant britannique (B.1.1.7) et de quinze (15) nouveaux cas de variant nigérian (B.1.525)", a-t-il indiqué dans un communiqué. Détaillant les nouveaux cas de variant britannique, l'Institut Pasteur a précisé que "deux (02) cas ont été détectés dans la wilaya d'Alger, deux (02) cas dans la wilaya de Blida, un (01) cas dans la wilaya de Tizi-Ouzou et un (01) cas dans la wilaya de Ain Defla". Pour ce qui est des quinze (15) cas confirmés du variant nigérian, il s'agit de "huit (08) cas de la wilaya d'Alger, dont deux (02) de la même famille, deux (02) cas de la wilaya de Ouargla (Hassi Messaoud), un (01) cas de la wilaya de Béjaïa et quatre (04) cas de la wilaya d'Oran (Anasseraf)". Dans ce contexte, l'Institut Pasteur insiste sur le "respect des mesures barrières, dans le cadre du protocole sanitaire (Distanciation physique, Port du masque de protection, Lavage fréquent des mains)", soulignant que le respect de ces mesures "reste toujours le meilleur moyen pour stopper la propagation du virus et l'apparition de nouveaux cas".

R.N.

Benabderrahmane Manque de liquidité:

**DES GRANDES QUANTITÉS SERONT INJECTÉES  
AVANT RAMADHAN**

Le ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane a annoncé à Alger que des grandes quantités de liquidités allaient être injectées avant le mois de Ramadhan afin d'atténuer le phénomène de manque de liquidités. "Après la mise en circulation du nouveau billet de 2 000 dinars, la semaine dernière, une grande quantité de billets sera injectée d'ici la semaine prochaine et également à la veille du Ramadhan pour mettre fin à ce phénomène qui devient stressant", a-t-il déclaré sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne. Le ministre a rappelé, dans ce cadre, qu'un comité était mis en place afin de veiller sur la disponibilité de la liquidité au niveau des banques et d'Algérie Poste. M. Benabderrahmane a salué également la décision "valutaire" prise par le président de la République, consistant à la fermeture des comptes commerciaux au niveau des bureaux postaux (comptes CCP). Il s'agit d'une solution "tout à fait logique" qui va impacter positivement la disponibilité de la liquidité au niveau des bureaux de poste disposant actuellement de plus de 3 400 guichets à l'échelle nationale, selon le ministre. Ainsi, l'ouverture des comptes commerciaux ne sera tolérée qu'au niveau des régions où la monnaie bancaire est absente. Par ailleurs, le ministre des Finances a insisté sur l'urgence de procéder à un recensement fiscal de la population y compris celle active dans la sphère de l'informel, en vue de

concrétiser l'inclusion fiscale, impérative pour une inclusion financière et la relance de l'économie nationale. "Si on veut aller vers l'équité et la justice fiscale et diminution de la pression fiscale il faut élargir l'assiette fiscale en favorisant l'adhésion volontaire à ce système des parties de où on est dans l'informel", a-t-il soutenu. Le premier responsable du secteur a relevé dans le même cadre que la réforme du code fiscal devrait permettre de rassembler cette population. Outre la finance islamique, "d'autres pistes sont en train d'être discutées pour assurer une inclusion financière et il y aura des décisions relatives à cela dans les semaines à venir", ajoute M. Benabderrahmane.

ML

**Recrutement de 58 étudiants  
DE LA 5ÈME PROMOTION DE L'ESSS**

Cinquante-huit (58) diplômés de la 5ème promotion de l'École supérieure de la sécurité sociale (ESSS) ont été affectés, récemment, à des postes d'emplois dans des organismes de la tutelle, sur la base du "mérite", a indiqué mardi un communiqué du ministère du Travail et de l'Emploi et de la Sécurité sociale. "En application des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Hadjira Djouhri, le Secrétaire général M. Ali Louahiche a supervisé récemment une cérémonie d'affectation de 58 étudiants de la 5ème promo-

tion de l'ESSS à des postes d'emplois au niveau d'organismes de tutelle", a expliqué la même source. La cérémonie s'est déroulée le 14 mars au niveau de l'ESSS dans la transparence et sur la base du mérite, à travers le droit pour chaque étudiant diplômé de son poste de travail en fonction de son classement dans la promotion. A cette occasion, le Secrétaire général du ministère a souligné que "ces diplômés, fruit de l'ESSS, contribuent grâce à la formation supérieure dont ils ont bénéficié, au développement et à la modernisation du secteur dans ses trois

branches: Travail, Emploi et Sécurité sociale". Le ministre avait affirmé dans une allocution lors de la cérémonie de la sortie de promotion, que "l'atteinte des objectifs et la réponse aux défis auxquels le secteur est confronté reposent en premier lieu sur l'élément humain". La 5ème promotion de l'ESSS a été baptisée du nom du premier ministre du Travail et des Affaires sociales, au lendemain de l'indépendance, feu Moudjahid Bachir Boumarou.

E.R.

Royaume-Uni/pandémie:

**MINUTE DE SILENCE POUR RENDRE HOMMAGE AUX 126 000  
MORTS DU VIRUS**

Le Royaume-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe a observé une minute de silence mardi pour rendre hommage à ses 126 000 morts de la pandémie de nouveau coronavirus, un an jour pour jour après la mise en place du premier confinement. A midi (12H00 GMT) précis, le pays s'est figé dans le silence, au Parlement, devant les hôpitaux et ailleurs, pour

saluer les morts et les survivants de première ligne. Dans le cadre de cette "journée de la réflexion", les Britanniques sont également invités à allumer une bougie - bougie, téléphone portable ou lampe de poche - sur leur pas de porte à 20H00 (local et GMT) tandis que silencieusement des monuments nationaux, comme le London Eye à Londres ou le château de Cardiff au Pays de Galles.

Le soir du 23 mars 2020, le Premier ministre Boris Johnson s'était résolu à annoncer, dans le village d'autres pays européens, le confinement immédiat du Royaume-Uni, qui comptait alors plus de 330 morts, avec la fermeture des écoles, musées, restaurants, et l'obligation de rester chez soi.

R.N.

Policier renversé à Hydra:

**L'AUTEUR DÉFÉRÉ DEVANT LA JURIDICTION COMPÉTENTE**

Le conducteur qui a délibérément renversé un policier de la circulation à Hydra (Alger) a été déféré, dimanche, devant la juridiction compétente, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la Sûreté de wilaya d'Alger. "Les services de la Sûreté d'Alger ont enregistré, dimanche à 16h30 au niveau de l'interdiction de la rue La Bâille à Hydra, un incident de renversement délibéré par un conducteur avec refus d'obtempérer et dût de fuite, dont a été victime un policier de la circulation", a précisé la même source. Concernant les faits de cet incident, la même source a

indiqué qu'"un conducteur d'un véhicule touristique a fait une rotation interdite et que le policier au place est intervenu pour lui demander de respecter le code de la route, mais le conducteur a démarré en renversant le policier et a pris la fuite". L'auteur a été arrêté au niveau du barrage sécuritaire dans la même rue et conduit au service pour prendre les procédures légales en cette matière. L'auteur a été déféré devant la juridiction compétente après qu'un dossier judiciaire a été élaboré à son encontre. Les services de la Sûreté d'Alger ont rassuré les citoyens que "le policier est en bonne santé

après avoir été pris en charge au niveau de l'hôpital de la Sûreté nationale (Les Olymques)", ajoutant "qu'il reprendra bientôt son travail". Les services de la Sûreté d'Alger ont tenu à saluer "le civisme du citoyen qui a filmé la scène de l'incident", appelant à cette occasion les citoyens à "utiliser l'application Allo Châtamie à leur disposition par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) pour publier ce genre de vidéos au lieu de les diffuser sur les réseaux sociaux, et ce pour signaler toute atteinte à leur sécurité et leurs biens".

ML

**LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LES CHEFS  
DE TROIS PARTIS POLITIQUES**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger, les chefs de trois partis politiques dans le cadre de ses consultations avec les dirigeants des formations politiques, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi au siège de la Présidence de la République le Secrétaire général (SG) du Mouvement Eamanida, Yassir Benachar, le président du parti El-Kaouma par intérim, Mohamed Douai, et le président du Front national Algérien (FNA), Moussa Touati, et ce, dans le cadre des consultations du Président Tebboune qu'il a initiées avec les dirigeants des partis politiques".

ML/AM

